KANGURA

100 FRW

IJWI RIGAMIJE GUKANGURA NO KURENGERA RUBANDA NYAMWINSHI

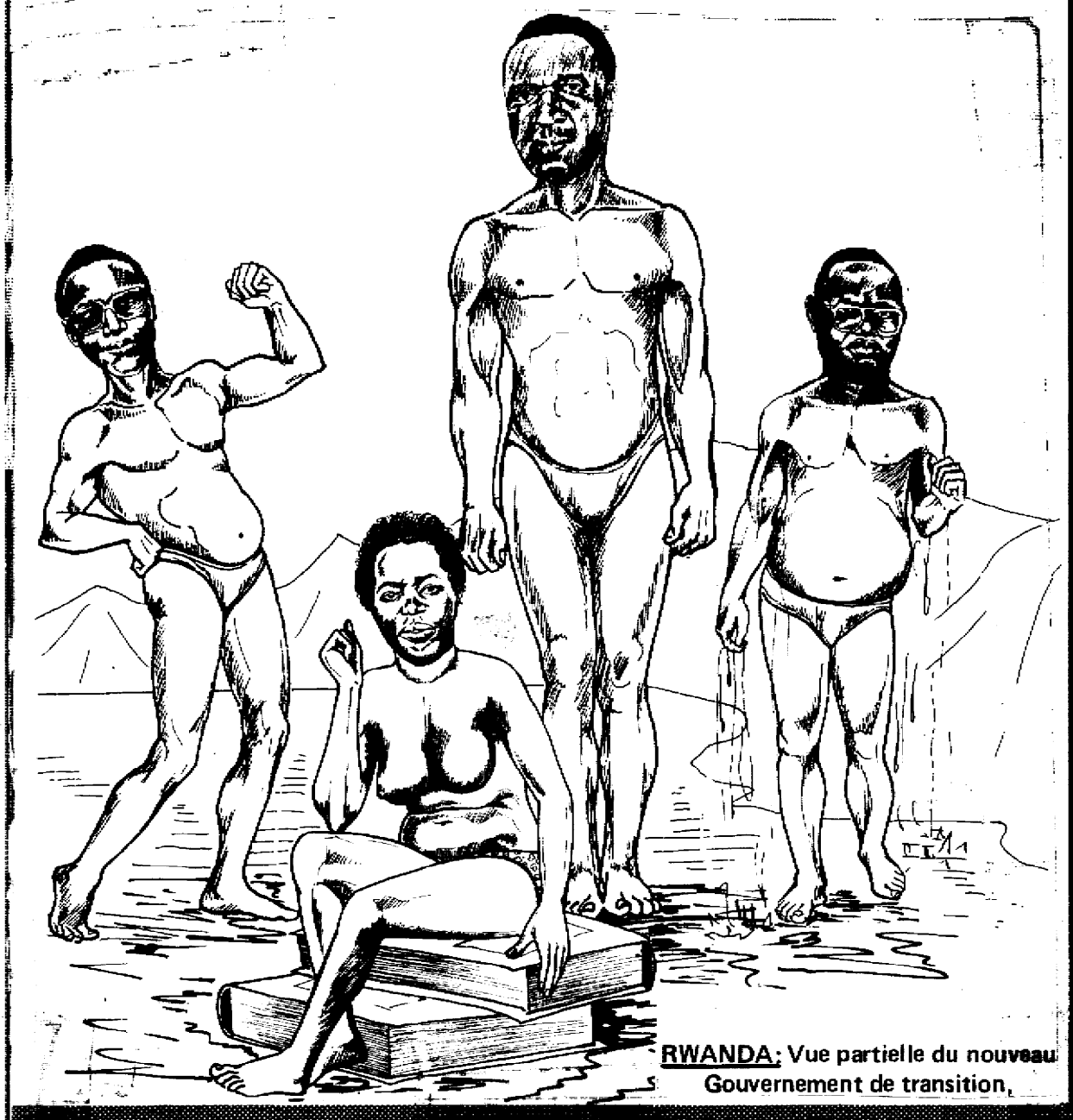
GICURASI 1992

KA02 1215

GOMA : DANGEREUX ETHNIQUE CLERICAL

BENIN : ANNIVERSAIRE DE NICEPHORE SOGLO

RWANDA : A QUI PROFITENT LES ATTENTATS ACTUELS



RWANDA: Vue partielle du nouveau Gouvernement de transition.

EDITORIAL

KA02 1216

LE PRESIDENT BUYOYA PEUT ENCORE SAUVER LA SITUATION

Ils n'ont pas le même âge et les mêmes goûts, ils n'ont pas fréquenté la même école et leur accession à la magistrature suprême n'a pas suivi le même itinéraire; l'un est blanc, l'autre est noir. Et pourtant ils se caractérisent par une ressemblance fondamentale: ils appartiennent tous les deux à la race minoritaire et dirigent effectivement les pays dont les populations sont hétérogènes. Devinez de qui il peut bien s'agir...

Née en 1910 de la fédération des Etats du Cap, du Natal, de l'Orange et du Transvaal, alors colonies britanniques, l'Union Sud-Africaine est devenue une République en 1960. Elle est composée d'environ 70% de noirs, 10% de métis et d'indiens et 20% de blancs. Mais ce sont ces derniers qui détiennent tous les pouvoirs par un système d'une ségrégation institutionalisée.

Par une fatalité malencontreuse, ce pays de l'apartheid a eu le privilège d'avoir étrangement un fidèle correspondant quelque part en Afrique Centrale non loin du Rwanda. C'est précisément le Burundi où la minorité tutsi (15% de la population) monopolise toutes les rênes de l'Etat et surtout l'armée et qui, pis est, organise périodiquement des massacres systématiques en vue d'exterminer les membres de la majorité hutu.

Dans une société humaine qui se civilise à une cadence éffrénée et où le vent de démocratie a pratiquement atteint le point de non retour il paraît improbable, voire suicidaire, de tabler sur le recours à un génocide physique et intellectuel le plus rétrograde pour conserver désespérement le trône. C'est la leçon qu'a certainement tiré Monsieur De Klerk qui a signifié à ses compatriotes blancs que l'heure est au partage démocratique du pouvoir entre toutes les composantes de la société sud-africaine, seule voie d'une quelconque réconciliation nationale. Le référendum que lui et l'ANC de Mandela viennent de gagner triomphalement rentre dans ce cadre.

Chez son homologue hamite, néanmoins, son Excellence le Major Buyoya, la marche vers une véritable démocratie semble être tragiquement en recul. Le vote de la fameuse Charte d'Unité et la récente consultation populaire pompeuse sur notamment le multipartisme sélectif ne constituent qu'une cynique façade. Toute évolution positive de la carte-politique du Burundi doit de toute façon commencer par mettre un terme, et de manière irréversible, aux tueries dont sont constamment victimes les hutu et par l'intégration de ceux-ci dans tous les rouages de l'autorité civile et militaire. De discours alléchants mais maculés de sang bantou né font finalement que dérouter malveillamment l'opinion nationale et internationale.

Et cependant le soi-disant modéré président peut toujours sauver la situation dramatiquement explosive. Et il aurait ainsi l'extraordinaire baraka de voir son nom être inscrit en grand dans les annales du peuple burundais et en tête de la liste des personnalités ayant fait victorieuse date sur cette terre. Buyoya est un bon et exemplaire Chef d'Etat, il convient de le reconnaître.

A lui donc de saisir la balle au bond et d'exploiter son fauteuil présidentiel en s'armant contre vents et marées de principes démocratiques et populaires et en les mettant réellement en pratique. Il n'est pour le moment pas nécessairement indiqué de jeter tout naïvement le pouvoir dans les mains d'éventuels revanchards pour le compréhensible motif que les plaies sont trop récentes pour être complètement cicatrisées. Mais il y aurait quand même lieu de procéder dès maintenant à des changements, si lents soient-ils mais absolument sûrs, dans le monde de gouvernement en associant de plus en plus et plus directement la majorité hutu à l'exercice effectif, et dans tous les domaines, de la gestion des affaires de l'Etat.

Sa témérité devant les multiples réflexes ultra-extrémistes de certains de ses congénères et l'activisme d'une opposition à coloration ethnique pourra être renforcée mais dans le sens encore plus acceptable. La nomination d'un hutu -s'il en est un- à la tête du gouvernement ne doit pas être uniquement symbolique ou folkloriqe. Il faut que ce Premier Ministre assume pleinement et sans entraves toutes les prérogatives lui dévolues par une Constitution démocratique. La désignation aux autres postes de responsabilité tiendrait également compte du souci d'améliorer l'image de marque d'un pays considéré, d'ailleurs à raison, comme le dernier bastion de la discrimination la plus infâme. Tous les efforts seront ensuite couronnés d'un succès formidable et historique si les autorités tutsi se résignent cette fois à enrôler les jeunes hutu dans l'armée nationale. Et, enfin, devraient cesser immédiatement les attaques verbales et même militaires ridicules et enfantines ainsi que des déclarations honteusement mensongères alimentant un climat d'éternelles suspicions et de tensions inutiles continuellement fomentées, à l'encontre du sage Rwanda, par des régimes appuyés sur une minorité nilotique aux abois. C'est donc à toutes les conditions précitées que le Burundi pourra un jour jouir d'une ère de paix, de symbiose interethnique et de bien-être social de sa population dans sa diversité naturelle.

La Rédaction

KA021217

RWANDA : POURQUOI LA SOLIDARITE DE LA MAJORITE DOIT-ELLE PROVOQUER DES INSOMNIES ?

La marée verte dans laquelle se trouve notre pays ne doit pas noyer son peuple. Le rwandais doit plutôt commencer à ouvrir petit à petit ses yeux . C'est le juste moment de revoir le passé et mieux se tourner au présent et à l'avenir. Le rwandais doit occuper le terrain depuis que la lutte pour la démocratie est dorénavant engagée sur des bases solides du multipartisme. Le CDR est né mais avant lui, d'autres formations politiques n'ont pas maché leurs mots pour dénoncer les dangers qui pèsent sur les acquis démocratiques et républicains.
Les Républicains viennent donc immoler cette vertu. Les intérêts du peuple rwandais se trouvent à ce compte aussi longtemps que le pluralisme politique doit aider les partis en présence à bien gérer ce pays dans un contexte plus équitable sans s'enfoncer dans un "extrêmisme revanchard".

Feu Président Grégoire KAYIBANDA avait des idées qu'il faut maintenant soutenir par une révolution des mentalités.

Dans notre pays, depuis la révolution sociale de 1959, en dépit des efforts entrepris ici et là, les intérêts de la majorité n'ont cessé d'être recoupés. Bien entendu, suivant les domaines, l'on trouve certains où la majorité a pu s'emparer des postes-clés mais ailleurs, les proportions ethniques, judicieusement analysées révèlent des données alarmantes. La majorité rwandaise est tardivement touchée pour revenir en ces moments sur les faiblesses du système en place et examiner la profondeur des lacunes recensées dans la gestion des ressources humaines. En tout cas, la vérité est indivisible: la minorité tutsi menace sérieusement la politique d'équilibre régional et ethnique. Les hybrides sont donc un autre élément peu connu qui vient colorer les structures locales, encore que de figures mixtes pour avoir falsifié leur identité sont déjà nombreuses à compter de 1959.

Les exemples sont diversifiés. A supposer que les statistiques de l'Enseignement à tous les échelons secondaire et supérieur étaient relevées avec la plus grande minutie, d'aucuns seraient malheureusement étonnés de constater que le tutsi est omniprésent. L'on dirait que cette politique d'équilibre régional et ethnique était, au demeurant, un simple slogan ou un vain défi. A l'Université Nationale du Rwanda, plus spécialement à la Faculté de Droit, les affirmations sont si parlantes qu'il n'est point nécessaire d'y revenir.
Dans les institutions supérieures, la situation réelle est seule connue par ceux qui y vivent. Les proportions ethniques sont inégales et criantes. Dans les affaires publiques et privées, la puissance est certes conquise. La minorité a su séduire la société rwandaise et celle-ci semble dès lors noyauter sur elle. Certaines activités sont la chasse gardée de l'ethnie tutsi, notamment le Clergé rwandais etc. Partout, les éléments de l'ethnie tutsi sont solidaires à jamais, des compagnons de route fidèles formant des réseaux de soutien savamment organisés et lancés à l'assaut du pouvoir. La bourgeoisie l'accapare des ongles aux cheveux.

Mais l'absence de militantisme de la majorité hutu me fait parfois décourager de l'avenir. Plus vulnérable, il faut beaucoup de désintéressement et de courage de sortir de la crise politique; un esprit de martyre seul capable de mieux nous infiltrer dans les rouages des oeillères idéologiques de l'ennemi sans nuance, pour contrecarrer les démarches tendant à percer dans les rangs. La majorité cherche a opposer farouchement une résistance à la hauteur de ses moyens pour éviter de sombrer dans le servage d'antan. Le Rwanda moderne ne s'éloigne guère de ce complexe aliénateur de supériorité apparent de la minorité et de ce complexe d'infériorité réel de la majorité par lesquels le fractionnalisme profite aux minorités solidaires et agissantes. La scission n'a de profit qu'à ceux qui sont d'avance unis et forts. Mais le monopole serait-il délibéré ou s'expliquerait-il par la fuite des responsabilités ou le choix des professions ?

L'enseignement est un secteur clé dans le développement d'une nation. Autrefois, quand un voisin avait plus d'enfants que toi, il avait la force et la marge de te dominer. Aujourd'hui encore, plus l'on a des cadres formés, plus l'on occupe une place stratégique pour improviser et s'imposer. Maintenant, les deux ministères de l'Education nationale sont en action permanente. L'encre coule beaucoup.

KA021218

Mais, pour nous retentir, il y a certes anguilles sous roches. L'autonomie de l'instar de l'UNR accélère à elle seule les chances de ce monopole dans le recrutement des professeurs et la fixation des conditions d'admission et de réussite des étudiants. Une aveugle orthodoxie est suivie et filtre d'une oreille à l'autre pour que les étudiants trouvent parfois des facilités d'être admis, souvent encore de réussir sans trop d'efforts. Ce n'est point étonnant qu'à ce niveau mille gaffes se commettent pour mieux injecter de jeunes cadres essentiellement pour préparer à l'avance leurs dossiers. Les performances à la fin des études du 2ème cycle sont très déterminantes dans le choix des aspirants à enseigner à l'université. Voilà le hic ! La situation est à restructurer à partir de la base. Qui nomme qui ?

Sans se rendre réellement compte, l'ennemi marque ses points dans le panier. Sa patience est très grande, d'ailleur subtile. L'ennemi gagne du terrain et s'infiltre sans cesse, dans tous les rouages de la vie nationale. Qui des bourses d'études à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays! Qui des réussites faisant, au sein de chaque promotion, une même catégorie d'étudiants prétendûment meilleurs ou doués du seul fait d'appartenir le plus souvent à une même ethnie ! Le combat dans les institutions d'enseignement supérieur risque de tourner à leur faveur. Et si cette marée nous fait encore trop endormir, les chances des enfants issus de la majorité risquent d'en souffrir davantage, pendant un temps préjudiciable dont nous ignorons trop la durée. Quelle crise ! Quelle impasse ! Quelle atmosphère de fournaise !

L'ennemi est intelligent, assez malin pour nous avoir assez piégés. Il tend des arcs aux flèches empoisonnées. Il est actif dans tous les secteurs de la vie nationale, sauf là où il n'a pas d'émules, avec de stratèges inouis et inimaginables. Il est simplement confronté ou conjoncturel en attendant un retournement de la situation. Certes, il est très tôt de parler d'insomnies, seule l'avenir laisse à réfléchir.

KANGURA.

RWANDA : CONTACTS ENTRE L'OPPOSITION INTERIEURE ET EXTERIEURE.

Paris - Avant de se rendre à Bruxelles, le "numero un" du Parti Libéral, *Justin MUGENZI a été reçu, le 25 mars, au Quai d'Orsay, où il a demandé à la France de faire pression sur le président HABYARIMANA pour débloquer la situation et pour que son régime cesse la guerre contre le FPR."* La france ne doit plus lui fournir d'argent pour acheter des armes", a-t-il demandé. L'armée rwandaise aurait en effet triplé ses effectifs en quelques mois. Mugenzi assure qu'il serait prêt à négocier avec le FPR au cas où un gouvernement de transition multipartiste serait constitué. "Je ne serais pas désavoué par les personnes déplacées et qui ont faim en ouvrant le dialogue," dit-il. Reste, pour Justin MUGENZI, un moment difficile: les autorités risquent en effet d'engager des poursuites contre lui à son retour au Rwanda, où il a déjà été interrogé avant son départ, au nom d'une loi réactive depuis une dizaine de jours et qui interdit toute critique vis-à-vis du pouvoir.

Il est à noter par ailleurs qu'un grand écrivain français s'est suicidé quand on l'a accusé d'intelligence avec l'ennemi. C'était pendant la deuxième guerre mondiale.

MINEPRISEC : UWILINGIYIMANA Agatha n'est pas digne d'occuper sa place

Quand elle enseignait au Groupe Scolaire de Butare, Uwilingiyimana Agatha avait un fiancé, s'ils ne jouaient pas à l'amour.

En effet, quand celui-ci est allé continuer ses études en Europe, Agatha n'a pas pu s'abstenir, elle a été amourachée par un Séminariste de Nyakibanda qui l'a un peu après engrossée. Heureusement que celui-ci fut honnête en quittant le sacerdoce pour être père de famille et continuer ses études à l'I.P.N. (à Butare dans le temps).

Quand RUSAKE, le «bon» père de famille alla à Nyakinama pour continuer ses études au Campus Universitaire de Ruhengeri, sa «belle» dame ne put non plus s'abstenir car un professeur du Groupe Scolaire avait fait d'elle «un deuxième bureau» et avait aggrandi la famille en y faisant un autre enfant.

Quel drôle de mère de famille à la Rwandaise !! Est-elle réellement digne de tenir la clé de l'Education Nationale avec cette faiblesse et cette infidélité ? Peut-etre qu'elle en profitera pour apaiser le feu qui brûle dans le coeur de RUSAKE et donner l'exemple d'une éducatrice.

PRISE DE POSITION DE CERTAINS MEMBRES DE LA COMMUNAUTE RWANDAISE EN ALLEMAGNE SUR LA MANIFESTATION DES ABADAHA DEVANT L'AMBASSADE DU RWANDA A BONN.

KA021219

Le 17 mars 1992, certains membres de la communauté rwandaise vivant en Allemagne se sont rendus à Bonn pour prendre acte des revendications des "ABADAHA" (Association des réfugiés rwandais). Ceux-ci, au nombre de seize, ont manifesté devant l'ambassade du Rwanda à Bonn contre le gouvernement rwandais et son Président.

Ils ont accusé ce dernier d'être un assassin et son gouvernement de préconiser l'Apartheid. Ils réclament la conférence nationale, déclarent que rien ne va dans le pays et que par conséquent il faut suspendre l'aide à ce régime dictatorial. Ces manifestations vont en réalité contre le peuple rwandais et contre le Rwanda. Car ces manifestations sont impliqués plus ou moins directement dans la guerre nous imposée par les Inkotanyi.

La communauté rwandaise, témoin de la manifestation, a regretté les propos mensongers véhiculés par ces Abadaha et désire prendre position dans le présent document.

En ce qui concerne les massacres du Bugesera qu'ils attribuent faussement au pouvoir public rappelons que ces événements douloureux sont la conséquence de la guerre qui nous a été imposée par les Inkotanyi. Cette guerre a causé beaucoup de dégâts, coûté beaucoup de vies et a réveillé des haines entre Bahutu et Batutsi, haines entretenues et médiatisées par les Inkotanyi et leurs sympathisants. De plus, la région du Bugesera (située à la frontière) est l'une des terres d'élection pour le recrutement des Inkotanyi parmi les Tutsi. Nous prions le Rwanda de continuer les efforts qu'il a entrepris pour réinstaurer la paix dans cette région.

Concernant l'étiquette de pays d'Apartheid, depuis 1962 jusqu'à 1990, donc depuis l'indépendance du Rwanda jusqu'à la guerre déclarée par les Inkotanyi en 1990, le peuple rwandais avait fourni des efforts remarquables quant à l'épanouissement de la cohésion nationale et ce malgré les attaques des extremistes Tutsi (comme celles de 1963, 1966, 1968,...) et les provocations ponctuelles.

La guerre d'octobre est venue rouvrir une plaie presque cicatrisée. La vraie raison du départ et du soi-disant exil de ceux des Batutsi qui étaient extrémistes métamorphosés par la suite en Inyenzi et en Inkotanyi est le refus des institutions républicaines choisies par le peuple rwandais lors de la révolution de 1959.

Concernant les allégations politiques des Abadaha, soulignons que le Rwanda à l'heure qu'il est, se trouve en plein processus de démocratisation politique avec l'acceuil de nombreux partis politiques et des négociations sur la formation du gouvernement de transition ainsi que sur le calendrier des échéances électorales. Nous regrettons que ces Inkotanyi fassent semblant d'ignorer ces efforts alors que nous savons qu'en fait au delà de leurs slogans leur guerre ne vise qu'à instaurer un régime autocratique et élitiste Tutsi.

MUGENZI, Président du PL
Le Rwanda, où va-t-il en venir avec les hommes politiques pareils ?

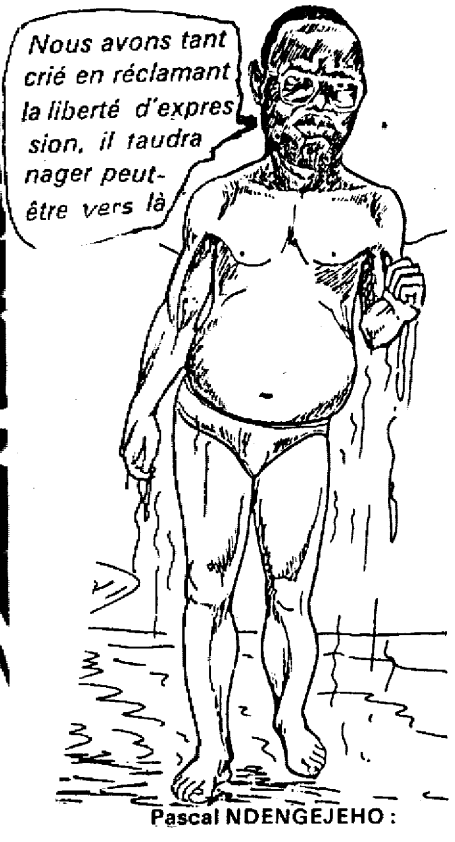
Pour conclure :

La guerre que mènent les Inkotanyi jusqu'à présent sous les banieres de la libération nationale est le reflet de la théorie élitiste qui de tous temps a caractérisé le pouvoir Tutsi. C'est cette guerre même qui constitue en fait l'obstacle principal à la paix, à l'unité et en définitive au processus de démocratisation et de développement.

Cette déclaration contre l'aide économique au gouvernement rwandais est la preuve même qu'ils visent à asphyxier le peuple rwandais bénéficiaire de cette aide dont les effets placent le Rwanda parmi les pays les mieux équipés en infrastructures que les Inkotanyi s'acharnent d'ailleurs à détruire.

NOUS LANCONS UN APPEL AUX INKOTANYI: CE N'EST PAS PAR LES ARMES QU'ILS OBTIENDRONT LEUR LEGITIMITE. LA VOIE DES URNES EST LA ET LE REGIME REPUBLICAIN EST IRREVERSIBLE.

Bonn, le 17 mars 1992.



Pascal NDENGEJEHO :

BUJUMBURA NTIGOMBA KURWARA IBICURANE NGO KIGALI ARI YO YITSAMURA

Abategetsi b'u Burundi bakunze kwibaza kenshi umuntu uha amafaranga KANGURA. Igihe rero kirageze ngo tubahe igisubizo gikwiye kandi nyacyo.

Tutabyirengagije, rimwe Perezida w'u Burundi yahambiriye umuba wa KANGURA guhera kuri n° 1 kugera kuri 22 ajya kuzerekana mu nama ya guverinoma. Abafite amateleviziyo i Kigali mwarabyiboneye. Ibyo birerekana neza ko Perezida Buyoya ubwe aha Kangura amafaranga kuko yazibonye aziguze. Tukaba rero tumukuriye ingofero kuko ari umwe mu basomyi bacu b'imena.

Buyoya n'umukenyezi w'iwe barasezera.

Mu byukuri, ubukungu bwifashe nabi muri rusange bwagabanyije umubare w'abasomyi bacu. Ubushobozi bari bafite bwo kugura ikinyamakuru cyacu buragenda bugabanuka. No ku bindi binyamakuru kandi ni uko. Ariko ntibitubuza kubaho.

Nta muntu n'umwe ushobora gushinjwa ibibazo u Burundi bufite usibye ubutegetsi bwa Major Buyoya. Ni bwo bwica abahutu. Nta kuntu bisobanutse kumva umugaba mukuru w'ingabo nka Buyoya yemeza ko ingabo zamucitse zikajya kwica abaturage b'Abahutu muri Ntega na Marangara. Icyo gihe aba yemeje ko ari «Baburabaje». Ubwo buri wese arabona aho aganisha igihugu abereye umuyobozi.

Abagome bahuje ubwoko nawe barashaka kuniga byanze bikunze demokarasi y'amashyaka menshi. Ubu baranyanyagiye mu gihugu cyose. Akaba ari yo mpamvu igaragara ituma Bujumbura ihora yikanga ihirikwa ry'ubutegetsi. Rimwe na rimwe biba ari byo ubundi ari amayeri. Ni muri urwo rwego Sipiriyani Mbonimpa yatawe muri yombi azira ubugome bwe.

Igihe kirageze rero kugira ngo u Burundi bubashe kwiyumvisha ko bufite ibibazo bibureba bwonyine. Nibushaka kubihunga bwiyenza ku bihugu n'ibinyamakuru bizarushaho gukomera aho koroha. Si ubugabo na gato kubona Bujumbura irwara ibicurane noneho abategetsi baho bakumva ko byanze bikunze i Kigali bagomba kwitsamura. Kumenya ibibazo byawe ni ubugabo kuko biba bigaragara ko hasigaye intambwe yo kubishakira umuti.

N.I.

Buhinja yabonye se "yashyushye" ngo noneho aka mama kashobotse! Musomyi uramenye ntube umupfayongo ngo usekere mu myotsi kandi inzu ishya.

BENIN: PREMIER ANNIVERSAIRE DU REGNE DE NICEPHORE SOGLO -TOUT N'EST PAS ROSE.

"KEREKOU aurait fait la moitié de ce qui se passe aujourd'hui, on serait descendu dans la rue". Ce commentaire d'un Député béninois qui pourtant, se réclame de la mouvance présidentielle reflète le malaise qui prévaut au Bénin un an après l'accession de Nicéphore Soglo à la tête du pays.

Le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou était accusé d'abus de pouvoir, de népotisme, de favoritisme et bien d'autres maux. Sa chute, par la victoire de l'ancien administrateur de la Banque Mondiale, fut acceuillie comme un salut pour le Bénin. Néanmoins une année seulement après son investiture, le Président démocratiquement élu se trouve confronté à des rudes contestations des journalistes, étudiants, parlementaires et de l'Episcopat.

En 1989, sept évêques béninois dénonçaient les maux qui caractérisaient le régime Kérékou: la corruption, le népotisme, les détournements des deniers publics, la paresse,... Aujourd'hui les mêmes évêques -à l'exception de Monseigneur Amidou Christophe en retraite- adresse au nouveau président une lettre pastorale dans laquelle ils demandent au pouvoir et aux citoyens de respecter les exigences de la démocratie. Pasteurs qu'ils sont, ils trouvent qu'il est de leur devoir de

KA02 1221

rappeler les nouvelles autorités à l'ordre pour ne pas basculer dans les mêmes erreurs que leurs prédécesseurs.

La grande inquiétude qui hante le public béninois est surtout due à la recrudescence de la corruption et à la détérioration de la situatio sociale et politique, au moment où les bailleurs de fonds débloquent plus de capitaux en faveur du pays considéré comme le "modèle" de la démocratie en Afrique. Pis est, aujourd'hui, l'intensification des erreurs politiques du régime qui semblent envenimer la situation. La nomination de Désiré Vieyra, beau-frère du Président de la République, comme Ministre d'Etat et l'ingérence de l'épouse du Président, Madame Rosine Soglo Vieyra, dans la vie politique sont commentées dans la rue comme une tendance vers le népotisme. Elu avec plus de 67% de suffrages exprimés, Nicéphore Soglo perd de plus en plus de sa crédibilité dans le public. Le retard pris dans la mise en place des institutions prévues par la Constitution (la cour constitutionnelle, le Conseil économique et social et la haute autorité de l'audiovisuel), l'absence de la majorité à l'Assemblée Nationale, le choix d'un personnel politique plus préoccupé par les jeux politiques que par les problèmes de développement... toutes ces critiques rendent obscurs les atouts de Monsieur Soglo dans les prochaines élections.

Le Chef de l'Etat craint surtout Adrien Hougbedji, riche et ambitieux avocat qui a battu *Maître* Joseph Kéké, candidat du Palais à la Présidence de l'Assemblée Nationale. Le chef de l'Etat s'efforce ainsi de lui compliquer la tâche.

Deuxième personnalité du pays, le président de l'Assemblée Nationale a passé plusieurs semaines après son élection sans véhicule de fonction et sans protocole généralement attribué à une personnalité de son rang. Cette attitude du Chef de l'Etat a poussé les députés à faire preuve de plus d'indépendance vis-à-vis du gouvernement, refusant ainsi de se courber aux exigences de l'Exécutif.

A côté de ces querelles politiciennes, les relations entre la presse et le pouvoir ne sont pas au beau fixe. Plusieurs journalistes de la Presse officielle ont été sanctionnés par le pouvoir, ce qui a éveillé de vives protestations. De même d'autres journalistes indépendants dont François Comlan, Directeur de la publication indépendante "L'observateur", ont été arrêtés et traduits en justice pour diffamation à l'endroit du Chef de l'Etat et de sa famille. Les rapports sont ainsi tendus entre Nicéphore Soglo et la presse, laquelle presse l'avait pourtant soutenu contre Mathieu Kérékou dans sa campagne. Rien d'étonnant en tout cas, car la presse ne peut plaider que pour celui qui est dans la bonne voie.

Les observateurs s'inquiètent également de la dégradation des droits de l'homme dans ce pays où les réglements de comptes semblent être l'une des préoccupations du pouvoir.

La ligue béninoise des droits de l'homme et Amnesty International dénoncent les cas des personnes arrêtées puis relachées sans jugement.

Ils attirent aussi l'attention sur les sympathisants du Parti Communiste du Dahomey, accusés d'avoir poussé les paysans à la désobéissance civile. Ce ne sont évidement ici que des exemples parmi tant d'autres.

Le Bénin a sans doute des leçons à donner à bien d'autres pays d'Afrique en matière de démocratie. Néanmoins, le chemin est encore long et ce n'est que normal, la démocratie a ses exigences qui ne peuvent être satisfaites en un jour. Car le passage de la dictature à la démocratie exige un changement de mentalité, toute une révolution mentale qui ne peut être effective après une année ou deux. "L'apprentissage de la démocratie est un exercice difficle, long et souvent frustrant", comme l'affirme Zyad Limam, un des rédacteurs en chef de Jeune Afrique.

UWAMUNGU Sylvain

DIOCESE DE GOMA : DANGEREUX "ETHNISME" CLERICAL

Ces derniers temps, un virulent mal ronge avec plus de tenacité les milieux cléricaux du diocèse de Goma. Des prêtres et même quelques ouailles ne sont pas épargnés. Des témoignages concordants confirment que l'atmosphère est actuellement lourde dans trois paroisses de Masisi et Rutshuru. Des investigations fouillées ont permis de glaner une information objective dans la mesure du possible. Elles révèlent que le sombre tableau qui y prévaut est réellement édifiant.

SCANDALE CLERICAL

Le cas de la paroisse de Birambizo est tellement rocambolesque que la Justice en a été saisie. En effet, deux abbés tutsis ont suspecté quelques individus hutus d'ourdir un plan de nuire physiquement à leur personne. Sans vérification aucune, ces audacieux prêtres ont écrit illico à l'autorité compétente pour l'arrestation des présumés. Dieu aidant, cette hâtive réquisition fut interceptée par les mêmes hutus innocents. Indignés et agités, ceux-ci ont recouru à la Justice pour imputation calomnieuse.

Informé de cette monstrueuse affaire, l'evêque de Goma a immédiatement invité les deux prêtres à aller cogiter dans le monastère des Mokotos jusqu'à son retour de voyage en Europe. Car qui aime bien, châtie bien. N'étant pas habitués à une telle vie austère, ils ont profité de son absence pour faire des va-et-vient entre le monastère et l'Evêché de Goma.

Ils n'ont pas tenu à comprendre qu'une discipline de fer est nécessaire pour un honorable repentir. Fallait-il qu'ils s'adonnent à la tricherie dès le départ de leur chef ?

Dans la paroisse de Bibwe, les violons ne se sont pas accordés entre le curé hutu et ses vicaires tutsis. Il

KA02 1222

y a quelques semaines, l'intrépide curé, lors de son sermon dominical, posa aux nombreux fidèles la question de savoir pouquoi les écoles paroissiales étaient désertées à un rythme interrogateur. Soudain, elle souleva un effrayant chahut généralisé. Bon nombre d'entre eux se sentirent choqués abusivement. Dans un total désordre, plusieurs interpellés quittèrent l'Eglise en boudant le curé indiscret et suspecté d'aller en l'encontre de leurs visées et actions ténébreuses.

Ce mécontentement significatif prit une sérieuse ampleur à tel point qu'il a fini par se transformer en un malaise populaire qui mit aux prises quelques groupuscules hutus et tutsis. Ces derniers étant numériquement majoritaires dans cette oasis d'accueil des réfugiés rwandais des années 1959-1960. A l'absence de l'évêque de son diocès, les abbés Sebunoti, Karamba et Kitsa formant le triumvirat qui fait fonction de grand vicaire se sont rendus à Bibwe pour une enquête approfondie dont la primeur a été réservée à Mgr Ngabu, évêque de Goma.

Pour la paroisse de Nyakariba, il s'agit d'une véritable odyssée. Des individus sont vénus remettre au curé un prétendu colis précieux. Ne connaissant pas sa physionomie, ce cadeau empoisonné fut confié à l'un des vicaires dont le profil le confond avec les tutsis généralement de taille fort élancée. Une semaine après, les mêmes mystérieux "missi dominici" sont revenus en vue de vérifier si le beau paquet était bel et bien arrivé dans les mains appropriées. Cette fois-ci, le curé "authentique" tutsi était présent. A l'issue d'une brève et molle conversation, il interpella ses vicaires pour en savoir davantage. Ceux-ci reconnurent effectivement qu'un colis suspect avait été réceptionné et ouvert à son absence... Il n'est pas difficile de deviner la colère du curé spolié dans ses droits élémentaires. Il a failli perdre le nord. Jusqu'ici, dans tous les milieux tutsis, cette monumentale erreur morphologique continue d'étonner.

LA FIN DU MONDE ?

Le contenu a semblé être des explosifs dont se servent des belligérants pour ôter la vie aux autres humains innocents. Il reste vrai que cette invraissemblable nouvelle ne cesse de susciter mille interrogations. Car l'introduction de telles matières nocives dans une paroisse catholique par le biais d'un curé tutsi laisse des profanes rêveurs. Désormais, il n'y a que le secret de polichinelle. Il faut que les éternels naïfs commencent à accepter que réellement des armes et munitions circulent sans contrôle aucun dans la Région du Nord-Kivu et spécialement dans les Zones rurales de Masisi et Rutshuru.

De source cléricale sûre, il a été confirmé que des recrutements des jeunes recrues pour les rangs des Inkotanyi s'opèrent un peu partout et surtout dans les contrées à prédominance tutsi. Le cas de Bibwe où des écoles se vident au jour le jour est assez éloquent. Quel est à présent la position finale du pouvoir zaïrois dans cette ténébreuse et redoutable maffia ? L'autorité régionale a maintes fois exigé des preuves. Y en aura-t-il des plus convaincantes ? Le départ incognito d'un chauffeur qui était au services des religieuses d'une des paroisses de Masisi efface toute ombre de doute.

La vérité est que toutes ces monstrueuses indélicatesses sont loin d'honorer la caste cléricale du diocèse de Goma dont Mgr Ngabu, qui est rentré fin février dernier, a la charge ecclésiastique. Le volumineux rapport qui lui a été soumis au sujet du crapuleux comportement de ses quelques prêtres diocésains ne l'aura pas réconforté. Son entourage aurait constaté un grand changement dans son humeur. Effectivement, il risque d'être dépassé par des situations aussi inexplicables. Il y a danger que la recrudescence des qualités et valeurs cléricales complique l'immense tâche de répandre les enseignements du Christ sur l'amour du prochain. Quand le mauvais exemple commence à venir du clergé, faut-il avoir des appréhensions selon lesquelles le mal actuel serait à considérer comme un signe annonciateur de l'Apocalypse ?

RENCONTRE DE CLARIFICATION

... pénible situation, l'évêque de Goma n'a pas tardé à convoquer tous ses abbés à Buhimba o ils ont été interpellés pour qu'ils changent de comportement sans délai. Leur rencontre de clarification, placée sous la direction du curé Kitsa et l'un des membre du triumvirat, a duré du 6 au 7 mars 1992. Ce modérateur méticuleux et sobre a développé, suivant un schéma préalablement établi, la synthèse historique de la situation sociale en général dans le diocèse de Goma. La description de principaux groupes ethniques, les conflits de nationalité qui n'ont cessé de les opposer, les revendications d'ordre socio-économique, les déboires enregistrés ont été méthodiquement survolés. Même les superflues démarches ou interférences cléricales là où des incidents ont éclaté n'ont pas été omises, etc...

Son exposé scientifique dont certains à-côtés ont trahi l'impartialité a été suivi de débats ou études en commun dans des carrefours par doyenné. Le récent forum de Buhimba a eu le mérite d'être l'une des rares occasions facilitant une ébauche d'une autocritique salutaire et constructive. Même si des passions ont failli surgir d'un moment à l'autre, cela a été considéré comme un incident de parcours traduisant les imperfections et les insuffisances liées à la nature humaine. Comme l'heure de limiter les dégâts a sonné, il n'y avait aucun avantage de camoufler la réalité.

Parmi les intervenants, il a été constaté que ce sont les plus jeunes prêtres qui ont fait preuve de plus d'ouverture. Ils n'ont pas mâché leurs mots en soulevant, sans complaisance, l'un ou l'autre dérapage enregistré dans le camp de l'evêque ou d'un groupe ethnique d'abbés. Pour eux, l'essentiel fut de vider le carquois pour un avenir plus harmonieux et crédible. Malheureusement, le temps imparti a été tellement court qu'ils sont restés sur leur faim du fait que la plupart des questions retenues à l'ordre du jour sont restées pendantes. La preuve en est que le point "varia" n'a pas été abordé. De plus, l'évêque de Goma a brusqué un voyage pour son village natal, dans la contrée de Bunia,

où ses parents auraient été grièvement agressés par de méchantes abeilles.

LA MAGRIVI FACE A L'INQUISITION.

Ces nuisibles insectes n'auront aucune approche avec la Mutuelle des Agriculteurs des Virunga (Magrivi) qui a été sujet à de nombreuses controverses au cours de la rencontre de Buhimba. Après avoir passé toutes les mutualités en revue, elle a été la seule à être accusée d'extrémiste au Nord-Kivu. Heureusement, ce gratuit et diffamant éclaboussement n'a pas rencontré l'assentiment de tous les participants. Elle a été défendue courageusement par un intervenant impartial qui a prouvé que la Magrivi est née pour chercher et retenir la véritable identité de ses membres. Et cela sur le plan culturel essentiellement.

Les éternels "tombeurs" de cette apolitique mutuelle ont exigé qu'elle copie servilement "Umoja", une pseudo-mutualité, qui, théoriquement, regrouperait des hutus et des tutsis. La vérité est qu'elle n'est plus opérationnelle à Kinshasa et qu'elle n'a jamais été sincère. La suscipicion de part et d'autre demueure prédominante. Il est connu de la plupart des observateurs avisés que d'autres "Amicales" regroupent uniquement des tutsis. Asinus asinum fricat, dit-on en latin. Il est grand temps que la partialité cesse d'aveugler ceux-là mêmes qui devraient être la lumière du monde.

Il faut rendre un hommage mérité aux lucides et intègres défenseurs de la vérité. Ceux-ci ont reconnu la raison essentielle d'être de la Magrivi. Malgré son profil arbitrairement éclaboussé, elle est décidée à laisser de bonnes traces : la réhabilitation du Muhutu dans ses libertés et droits fondamentaux. Car le départ du "roi" a constitué sa victoire historique. Sans relâche, il doit mettre à profil l'actuel occasion favorable pour s'affirmer en tant qu'un être humain affranchi. Ceux qui cherchent à rémémorer l'inhumaine exploitation féodo-monolithique perdent inutilement leurs énergies. Et surtout leur temps. Le danger d'une imposition cléricale semblable à la surannée domination serve est perceptible. La vigilance tous azimuts s'impose pour échapper à une plus rigoureuse inquisition cléricale.

Ceux qui sous-estiment l'actuel réflexe hutu seront instruits par les événements. Notre espoir est qu'ils finiront par comprendre que les Bahutu, restés longtemps dans l'anonymat, devaient se réveiller en vue de briguer leur place au soleil qui brille pour tous les êtres humains, sans distinction. En analysant les fréquentes interférences cléricales lors des accrochages entre hutus et tutsis dans certaines paroisses de Masisi et Rutshuru, le constat amer est que la partialité a toujours pris le dessus. D'ailleurs, celle-ci a, à nouveau, donné naissance à des susceptibilités démesurées dans les rangs des participants au forum de Buhimba.

BANNIR LE FAVORITISME.

Frustré, un courageux participant a posé une importante et pertinente question : "Pourquoi l'Eglise de Goma n'a cessé de se substituer à l'OPJ"?. Stupéfait. Mgr Ngabu a été sidéré. C'est à peine qu'il aurait contenu ses nerfs. Dans une réponse laconique, il a laissé entrendre que l'Eglise peut jouer un tel rôle lorsqu'il y a démission de l'autorité civile. Immédiatement, il lui a été rétorqué que cela serait admissible à condition qu'il y ait transparence. Dans cet ordre d'idées, le cas de Mgr Monsengwo a été cité en exemple en ce qui concerne la CNS. En effet, dans le diocèse de Goma, bon nombre de pratiquants sont irrités par la partialité dont fait montre son responsable n°1 lors de la désignation des responsables des écoles, des oeuvres diocésaines et même des paroisses. Il en est de même pour des actions de bienfaisance publique qui dénoncent un certain favoritisme de mauvais aloi. Sans doute, seuls ses courtisans diraient le contraire.

Parmi les recommandations primordiales, il y a lieu de retenir "une cohabitation cohérente, harmonieuse et sans artifice habile entre les prêtres de toutes les ethnies confondues". A l'avenir, le scandale qui a éclaté récemment dans les paroisses de Birambizo, Bibwe et Nyakariba est à éviter pour redorer le blason terni. Les ouailles de ces trois paroisses demeurent en émoi tant que quelques-uns de leurs curés et vicaires restent "prisonniers" de l'Evêché de Goma. Comme leur nombre semble toujours insuffisant, leur relève pose de sérieux problèmes. S'il y a peu d'élus d'origine hutu, c'est parce qu'au départ des jeunes "recrues" se comptent sur les bouts des doigts dans le petit Séminaire de Jomba. Cela signifie qu'il y a tout un système vicié à revoir dans la préparation au sacerdoce. En commerçant par une séléction fiable des "encadreurs" ouverts aux jeunes petits séminaristes sans considération partisane.

Faut-il relever que tous les participants à la rencontre de Buhimba ont noté avec intérêt que leur évêque a pu, un jour, s'entretenir avec certains responsables du FPR à Naïrobi. De plus, à plusieurs reprises, il lui a été donné de survoler, à son temps, le difficile problème de l'identification des nationaux en présence du chef de l'Etat Mobutu. La plupart de ses informations ont été qualifiées de laconiques alors qu'elles revêtent un intérêt de taille. Tout compte fait, la douleureuse situation qui prévaut dans certaines paroisses interpellent d'une manière particulière l'évêque de Goma qui devrait reconnaître, avec humilité, ses faiblesses humaines.
Il ne serait pas vain de le renvoyer à Mathieu 7.1-3: "Ne jugez pas et vous ne serez pas jugés. Car le jugement que vous portez servira à vous juger vous-mêmes. Et la mesure que vous utiliserez servira de mesure envers vous. Qu'as-tu à regarder la paille qui est dans l'oeil de ton frère et pourquoi ne vois-tu pas la poutre qui est dans le tien".

Début février dernier, lors de son passage à Kinshasa en route pour l'Europe, il a torpillé un rendez-vous ferme pris de commun accord par lui et des représentants attitrés de la communauté hutu originaire de son diocèse pour un échange de vues très important. Même s'il s'est excusé en dernière minute, son

KA02 1224

modèle du savoir-vivre a été mal digéré. Notre conviction est que, pour sauver les meubles, le recours au dialogue avec ceux qui se sentent négligés ou frustrés constituera une thérapeutique des plus efficaces. Lorsqu'un prince de l'Eglise tend à contre-coeur la main à un membre de la Magrivi, sa bête noire, quel exemple prêche-t-il ? Quand évitera-t-il ses multiples contradictions évangéliques ?

Tout porterait à croire qu'il ignore que son triumvirat est boudé. Certes, dans son entourage, l'économe général Sebunoti serait considéré comme le plus écouté par lui au moment où les deux autres membres sont humiliés par le qualificatif de "figurants". La perfection n'étant pas de ce monde, il convient d'écouter les autres et les comprendre en cherchant à se corriger. Pour dissiper des malentendus, seul le dialogue sans artifice sera en mesure de symboliser une inébralable volonté d'aboutir à une entente réciproque.

MBANZA TURAZIRANYE
Goma-Zaïre.

UN PREMIER MINISTRE ISSU DE L'OPPISITION.

Le Rwanda traverse une période sombre se son histoire. Mais héritant d'un peuple courageux et intransigeant, il saura sans aucun doute sortir de la crise. Depuis la promulgation de la Constitution le 10 juin 1991, le torchon n'a cessé de brûler entre le MRND rénové d'une part et les partis de l'opposition d'autre part. Les partis de l'opposition ont fait de grandes concessions. Mais bien avant cela, un bras de fer d'ailleurs scandaleux était engagé depuis la formation du gouvernement Nsanzimana.

A l'issue de fermes et rudes négociations, un consensus national a pu être trouvé sur la nomination du second premier ministre. Et tous les adhérents du MDR étaient en fête à la veille de cette décision politique insérée dans le message du Chef de l'Etat à la nation, le plus riche depuis les débuts de l'année 1992. Comme tout le monde souhaite que la guerre se termine, le temps est venu pour l'espérer.

En effet, les partis réunis au sein du Comité de Concertation n'ont pas mâché leurs mots en affirmant qu'ils pouvaient négocier et aboutir à la fin de la guerre à partir du moment où ils accéderaient au gouvernement de transition. Maintenant, c'est chose faite. Le miracle-remède est attendu. Le MDR par le biais de son "umurwanashyaka NSENGIYAREMYE Dismas" peut s'enorgueillir en obtenant ainsi ce pari fort attendu. Et tel sera le mérite de ce parti.

Néanmoins, en dépit de mauvaises langues, nous croyons que le Chef de l'Etat a fait preuve de tenacité et de courage en prenant cette noble décision politique. Les adhérents du MRND restent hésitants. L'important est d'arriver à transcender tous les esprits pour une marche en avant dans la voie du progrès national, dans l'ordre et la paix.

Le Parti Libéral lui, trempé dans des dossiers louches qu'il n'a guerre acceptés comme tels. Plaise à Dieu que ce soit des mensonges comme certains milieux osent l'affirmer. Dans tous les cas, travailler sous la peur ne nous ferons guère avancer. S'il y a des partis qui collaborent avec l'ennemi, et si les preuves tangibles sont réellement réunies, pourquoi ne pas les contraindre à subir la droiture de la loi ? Il ne fallait pas également admettre au sein du gouvernement des types peu crédibles qui n'exprimeraient pas la volonté du peuple. Au contraire, s'il y a des éléments qu'on croit détenir par-devers eux collégialement la clé de cette guerre, et susceptibles de dresser leurs oreilles à la population vivant dans l'espérance d'une amélioration de son état, autant les y faire entrer. Le souhait étant donc d'assister progressivement au désangagement ennemi et de tendre vers la fin de la guerre. Les partis qui auront été en collusion avec l'ennemi auront ainsi mérité cette appellation. Mais pour le MDR, ce n'est pas fini; les ficelles de la victoire sont encore trop entrelacées.

Notre meilleur souhait maintenant est que nous ayons un gouvernement de transition très fort. Non seulement qu'il faudrait faire attention et veiller scrupuleusement à la fin de la guerre, mais aussi et surtout aux préparatifs des échéances électorales. Pendant que l'ennemi à la frontière veut provoquer un chaos à l'intérieur, l'opposition intérieure veut fabriquer des occasions faites de toutes pièces pour "ramasser" le pouvoir comme l'on fait pour un objet égaré dans la rue. Au moment où le climat au sein de la population semble de plus en plus monter avec la tendance de créer des conflits au sein même de ce pays, le Gouvernement à mettre en place devrait être au-dessus de toutes ces machinations afin de faire respecter les droits fondamentaux de l'homme. et en priorité, si la guerre se termine, quels que soient les enjeux politiques à la base de cet aboutissement, le Premier Ministre aura toute l'appréciation populaire. Et le Président de la République aura été comme toujours très clairvoyant pour avoir soutenu et ouvert les portes vers une solution du conflit.

Il n'est pas de doute que tous les Rwandais ainsi que les opinions ont les yeux braqués sur la fin de la guerre. La balle est dans le camp des partis de l'opposition, en l'occurence le MDR.

SEGAFUNZI Théoneste.

A VOS RAMES, HUTU!

La Révolution de 1959 est incontestablement la mère, sinon, elle est un vif symbole de la République. Grâce à elle seule, la majorité populaire put se dégager des méfaits féodaux tels que les travaux forcés, les matraques quotidiennes, les menaces meurtrières et autres. Hutu, tout naïf qu'il était, crut, et continue à croire, que sa libération ne devrait qu'être seulement physique. Ainsi oublia-t-il qu'elle est vaine toute révolution qui ne s'accompagne pas d'un changement de mentalité.

Au point de vue études faites, la minorité reste toujours à la tête. A l'époque coloniale par exemple plus de 80% tutsi fréquentaient les écoles secondaires en place. Cela prouve que, au cours des années 60, la République, toute jeune qu'elle était, fut administrativement dominée par les tutsi. Partant, ils ont lutté continuellement et avec un courage sans cesse croissant pour que leurs congénères puissent étudier en masse et en des proportions si élevées par rapport à leur représentation populaire de 10%. Leur révolution "froide" aidant, les tutsi sont parvenus à inculquer dans la politique de la deuxième République, la privatisation des bourses d'études à l'étranger. Actuellement l'on constate que ce ne fut pas une privatisation, mais ce fut bel et bien l'officialisation inédite des bourses d'études à la minorité. Au Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique l'on se dit qu'il faut attribuer des bourses aux étudiants se trouvant à l'étranger et qui manifestent l'incapacité économique de continuer leurs études. Or cette politique contredit celle du Président Habyarimana qui avait stipulé à Gitarama que la privatisation des bourses ne concernait que les personnes qui se sentaient capables. Ce désaccord se taille la part du lion à travers la corruption. En fait, un tutsi demande sa bourse privée. Le Ministère la lui donne. Il s'amène par exemple au Canada où il se fait inscrire dans une des multiples universités de là. Comme par an, le coût de la vie et d'études s'élève à quelque 800.000 Frw, un coût fou, il se fait aider par ses frères réfugiés pour la première année. L'année suivante il songe à la corruption qui, en principe réussit, et ainsi obtient la bourse de son pays. A ce propos, une délégation rwandaise se trouvant au Canada a été interrogée sur le fait les bourses de la Francophonie sont presque données à une seule ethnie (9 sur 10 sont tutsi). La délégation fut captivée par la honte qu'elle accumula dans un indicible étonnement.

La conquête administrative étant maladroitement menée par les Hutu à partir des années 60, les tutsi quant à eux, se sont réfugiés dans l'enseignement pour regarder les leurs d'un bon oeil. Ils ont donné comme conseil à leurs petits-frères tutsi d'envisager les études qui sont tellement prisées sur le marché du travail telles que l'anglais, l'informatique et consort. De retour de leur banc de classe, d'auditorium, les lauréats tutsi sont surdominé les hutu dans des projets et organismes internationaux sans oublier de les mater dans l'administration.

Le commerce! Là, on ne parle pas. C'est leur domaine. Qui? bien entendu les tutsi. Leur secret réside dans le fait qu'ils ont à l'étranger, leurs frères réfugiés qui leur facilitent l'importation sans se deplacer du pays. Ensuite, ils bénéficient plus des crédits des banques oeuvrant au Rwanda que les Hutu. Ceux-ci, dans leur commerce international, doivent se déplacer vers l'Europe, l'Amérique etc... à la recherche des marchandises. Tout ce périple les oblige d'accuser un retard de taille par rapport aux tutsi commerçant international qui sont restés au Rwanda.

Avec toute cette force intellectuelle et économique le tutsi voit continuer sans entrave aucune, l'évolution de sa "Révolution Morale". Il est difficile de le presser. Tout à fait vagues, nébuleux, sont les moyens préconisés par la Révolution de 1959 pour le contraindre à reculer. Cela parce qu'au moment où la majorité populaire se liberait physiquement, la minorité visait la cible mortelle qu'est le psychisme. Et c'est justement là qu'il faut chercher les causes de la guerre d'Octobre.

Rien vraiment rien dans la nature ne peut émouvoir le tutsi au coeur sec que ronge tranquillement le ver nazi. Bien malgré cette maladie incurable, l'idéal serait de la calmer. La calmer par une révolution mentale similaire à la sienne. Et par quoi d'autres?

Hutu, désormais un abîme plane sur toi. A côté de toi il y a un gouffrae que tu oses à peine regarder parce que sa profondeur te donne le vertige. L'abîme est "machiné" par le Parti Libéral qui maintenant, entre dans le Gouvernement. C'est pour lui une facilité de réaliser ses fins. Tous les moyens de communication de l'Etat sont publiquement mis à sa disposition pour trahir le pays. Le gouffre que tu oses à peine regarder est sans doute le Front Patriotique Rwandais parce qu'il vient d'obtenir une nouvelle force en entrant au Gouvernement par le biais du Parti Libéral. Mais ne te lasses pas. Un salut est devant toi. Appelle tes frères, entrez tous dans le bâteau et embarquez-vous vers l'île de la Révolution Mentale.

Cette île n'est autre qe le CDR. Dès maintenant, alors, à vos rames, hutu. Votre débarquement sera sans nul doute synonyme de la vigilance et plus jamais ne sera question d'être dominé tant mentalement, administrativement qu'économiquement. Ainsi la Révolution de 1959 retrouverait sa valeur et aurait, par an, une journée de réflexion comme par exemple le premier novembre, date qui marque le début décisif de cette Révolution. A cela s'ajoute la citation suivante du Président du CDR lors de son discours prononcé à l'occasion de l'agrément du Parti: «Si sur le plan militaire la majorité populaire peut être fière de l'intrépidité du patriotisme de ses filles et fils, sur la scène politique, par contre, la déception est grande. Que de silence! Que de traîtres! Que de complices avérés ou cachés!

Le CDR compte redresser la situation. Non pas par la violence, non pas par les armes comme certains partis politiques le font, mais par la lutte idéologique fondée sur les principes reconnus de la démocratie."

KANGURA

BUJUMBURA CONTINUE A S'EN BAVER

Les autorités burundaise se sont toujours posé la question de savoir si KANGURA était financé par qui. Le moment nous semble opportun de leur donner une réponse correcte et adéquate.

Il va sans dire qu'un jour, le Président Buyoya a présenté Kangura du N° 1 au n° 22 au Conseil du Gouvernement. Sûrement que tous ces numéros ont été achetés par le Président Buyoya. Ceci prouve à suffisance que lui-même finance Kangura car il est coté parmi nos grands lecteurs. Superbe!

Certes, la crise économique presque généralisée a baissé sensiblement notre lectorat; nos lecteurs voient en effet leur pouvoir d'achat s'affaiblir de plus en plus. Mais nous parvenons tout de même à survivre. C'est donc une évidence que Kangura s'autofinance.

Personne n'est à l'origine des troubles qui se déroulent au Burundi si ce n'est le régime de Bujumbura, lui-même. Les extrémistes tutsi multiplient carnage sur carnage à l'endroit des paisibles Hutu; parce qu'ils ont déjà compris que leur règne touche pratiquement à sa fin. La démocratie pluraliste enviée partout même au Burundi en est absolument la preuve éloquente.

Les malfaiteurs tutsi qui veulent étouffer cette démocratie sont tellement éparpillés sur le territoire burundais. Ils affichent une très grande opposition de sorte que les autorités s'attendent à tout moment à une attaque armée ou à un putch. L'arrestation de Cyprien Mbonimpa prouve carrément que Buyoya reconnaît la puissance de ses frères extrémistes. Ceux-ci sont si puissants aussi bien dans l'administration publique que dans l'Armée nationale. En 1988, les militaires se sont rebellés en massacrant la population de Ntega et Marangara. En 1991 ils ont fait autant sur la quasi totalité du territoire burundais.

Les soulevements des militaires tutsi soulignent donc la complicité du Major Buyoya parce qu'il est Chef suprême de l'Etat-major. Toute tentative de se blanchir les mains n'est que tactique politique.

NYABYENDA Issa.

A QUI PROFITENT LES ATTENTANTS ACTUELS ?

A. QUI COMMANDITE LES ATTENTANTS ?

Ne cherchez pas midi à quatorze heures... Les attentats qui menacent tragiquement la sécurité publique sont indubitablement l'oeuvre du PL dont le but avoué et inspiré par les tutsi de toutes les planètes est de déstabiliser les régimes étiquetés de hutu jusqu'à leur effrondement complet. C'est alors que ce PL recrute dans les rangs des inkotanyi les spécialistes en pose de mines et d'autres explosifs et leur indique les centres névralgiques propices à l'exécution de leur ignoble desseins.

Cette situation ne serait cependant pas inquiétante si le pays était tout entier mobilisé pour condamner sans arrière-pensées et combattre avec la dernière énergie les fauteurs de ce terrorisme à visage ethnique. J'insiste sur le caractère ethnique de ces troubles pour la compréhensible raison qu'ils se situent intimement dans le cadre de la guerre qui, depuis octobre 1990, ravage le pays, cause des dégats dramatiques inouïs parmi les populations et désorganise toute la vie politique, économique et sociale.

Je n'apprendrais en tout cas rien de nouveau au lecteur de cet article si je confirmais que cette sale guerre a été déclenchée par les réfugiés tutsi massivement aidés par leurs frères de race du Rwanda, du Burundi et d'ailleurs et par le président Museveni et sa NRA en vue de reprendre le pouvoir de Kigali et de massacrer tout élément hutu. Etant donné que la phase d'une bataille armée de grande envergure s'est soldée par un échec cuisant et irréversible, les inkotanyi et tous leurs congénères tutsi ont opté pour la méthode terroriste.

En fait, et pour des raisons que d'aucuns qualifient tout naïvement et tout bêtement de stratégie politique en vue de briser l'Etat MRND, bon nombre de partisans dénaturés de certaines formations politiques et leurs leaders avides de pouvoir revenchard ne cachent pas leur sympathie pathologique et irresponsable pour ces malfaiteurs. Un respectable parti comme le MDR a en effet déçu la plupart de ses adhérents de première ligne lorsqu'il s'est « marié » avec le club de féodo-monarchistes et épousé les idées manifestement anti-hutu du terrible FPR. Les fréquents communiqués conjoints PL —MDR mensongers, ridicules, dénuées de toute substance et impopulaires prouvent à souffisance la complicité irréfragable de ce couple avec les agresseurs inkotanyi-tutsi.

Et pourtant il y a moyen de constituer une opposition constructive avec une politique qui s'avère capable de faire efficacement face à tous les problèmes qui se posent sans nécessairement mettre le pays à feu et à sang ou soutenir les commanditaires des attentats insensés et inhumains. Rappelez-vous pendant la deuxième Guerre Mondiale les Alliés étaient déjà multipartistes ; mais dans leurs divergences sur le mode de conduite des affaires de l'Etat les différentes formations politiques se sont pelotonnées derrière un commandement unique et uniformisé leurs points de vue sur les hostilités. Leur préoccupation immédiate était d'abord de mener un combat acharné contre leur ennemi commun : le nazisme hitlérien. Car si les divers partis s'étaient stupidement rejetés la balle comme c'est maintenant le cas au Rwanda, l'adversaire aurait trouvé un terrain favorable pour percer et conquérir l'Occident et, à travers lui, le monde entier.

Effectivement, Hitler et son parti NAZI peuvent être comparés aux chefs des inkotanyi et leur FPR et à Museveni avec sa NRA. Mais on ne le dira jamais assez, tous les partis ont le devoir de viser préalablement le bien commun. D'autres considérations d'ordre politique, régional ou autres ne devraient en aucune circonstance primer sur la sécurité publique et sur l'intérêt majeur et vital du muhutu. Evidemment cet appel ne conerne pas le PL, le PSR et leurs satellites qui sont des représentants fidèles et déterminés de l'envahisseur. Tous les hommes de bonne volonté, patriotes, réalistes et véridiques sont ainsi appelés à fair comprendre aux responsables et aux membres des partis politiques d'obédience «populaire» que leur entre-déchirement ne profite en fin de compte qu'à leur adversaire commun : les inyenzi et leurs a acolytes tutsi. Ceux-là donc l'obligation de démanteler le dangereux piège leur tendu par ceux-ci et couper tout net avec des prétentions pernicieuses de leurs supposés confidents.

En définitifs, ces crimes crapuleux perpétrés par les inkotanyi et leurs complices tutsi à Bugesera, Nyabisindu, Rusumo, Biryogo et ailleurs ne profitent à personne. Le pouvoir n'en sort pas du tout fortifié si ce n'est que mettre en exergue son incompétence notoire à protéger ses propres citoyens. Ceux qui croient tirer des forces spéciales dans le flirt avec le diable ne font pas non plus montre d'une maturité réelle à transcender les échauffements épidermiques du moment pour diriger leur coup sur des objectifs qui sont de nature à assurer à moyen et à long terme la sécurité et la pleine émancipation de peuple rwandais en général et de la majorité populaire en particulier:

Quant aux féodaux assoiffés de sang et de pouvoir, leur barbarie congénitale aujourd'hui concrétisée par une guerre sans issue et par des actes fous de violence et de sabotage ne fait qu'attiser des haines ethniques à leur dépens. Ils provoquent malveillamment les hutu tout en négligeant que toute patience a des limites et que les sévices infligés aux peuples hutu et twa des siècles durant ne se sont pas encore cicatrisés. Que les tutsi ne se trompent d'ailleurs pas. Leur intelligence ponctuelle avec des hutu motivés de prime abord par l'anéantissement de ce qu'ils osent appeler le règne «SHIRU» risque de ne pas durer aussi longtemps que les détracteurs des régimes hutu issus de la Révolution de 1959 le souheteraient. Dans un avenir proche, les brebis égarées retourneront dans leur bercail originel et les vrais patriotes se repentiront sûrement d'avoir semé et entretenu des conflits injusfiés et inutiles entre les membres d'une même ethnie. Le marathon satanique de ces nilotiques contre le temps ne fera finalement lui aussi que les discréditer, et de façon irrémédiable, en cette ère où le conformismisme et la vérité l'emportent sur la spéculation et le mensonge et où la démocratie qui consacre le pouvoir majoritaire constitue la règle d'or universaire de toute politique

B. QUELLES EST L'ATTITUDE DES AUTORITES ?

En fait, et dès le début des hostilités, les voix officielles ont maladroitement placé les événements d'octobre 1990 sous le signe de je ne sais quel mouvement de rebelles ou de présumés opposants rwandais au régime Habyarimana alors qu'il s'agissait bel et bien d'une agression venue de l'extérieur et plus précisement d'un pays voisin, l'Uganda. D'autres témoignages concordants et dignes de foi ont fait également état de l'implication directe et décisive des autorités tutsi du Burundi dans ce conflit. Le Gouvernement rwandais a ensuite relaché impunément et sans procès les complices correctement identifiés inkotanyi et dont la plupart avait été pris la main dans le sac. il s'est en outre distingué par des attitudes trop humiliantes face à un adversaire plus actif et plus fin diplomate.

Mais la naïveté et la panique injusfiées du pouvoir ont encore atteint leur apogée lorsque ses émissaires ont accepté de signer à Nsele au Zaïre des accords bidon, voir compromettants pour la sécurité nationale, avec des bandes sauvages sans loi, ni foi, ni statut. Aujourd'hui aussi la manière dont un parti comme le PL — qui ne dissimule pas sa collaboration directe avec les inkotanyi — est favorablement écouté, puisque ses pleurnicheries sont toujours entièrement exaucées, n'inspire pas une quelconque confiance dans les autorités qui choient exagérement ces farouches ennemis de la Révolution de 1959. Les échauffourées de Bugesera par exemple ne sont pas présentées avec tout le doigté requis en pareil cas. Certaines déclaration autorisées ne font même que discréditer notre administration et condamner abusivement les malheureux hutu sur la scène internationale.

Le parquet et les tribunaux sont pour l'instant acharnés à incarcérer les seuls hutu alors que les éclaireurs tutsi des tueurs du FPR ne sont guère inquiétés. Les familles tutsi des zones touchées sont grassement ravitaillées en vivres et en matériel vestimentaire tandis que les hutu de Butaro, Kidaho, Muvumba, Ngarama, Kiyombe et j'en passe constamment menacés par les balles des Kalashnikovs et les missiles des Katioushas lancés à partir du territoire ugandais par les inyenzi—tutsi croupissent dans un dénuement horrible et dans une misère infernale.

Si les «trébuchements» de nos Excellences sont paraît-il dictés par le souci de contenter l'Occident, celles-ci devraient se mettre à l'idée que si les inkotanyi avaient atteint leur objectif et entrepris leur affreuse besogne de procéder à l'extermination systématique des hutu et à l'asservissement impitoyable de quelques rescapés de ce génocide, ces Européens qui se plaisent à nous dicter des voies d'action

suicidaires, se seraient frottés les mains et auraient applaudi avec grande satisfaction les agissements barbares du nouveau régime tutsi. Les massacres périodiquement organisés au Burundi et dont est victime la seule majorité hutu ont pleinement mis en évidence la connivence flagrante des occidentaux avec la minorité chamitique, première bénéficiaire de toutes leurs aides et de tout leur soutien politique indéfectible.

Parmi les actions immédiates à envisager, il conviendrait de renforcer par tous les moyens la sécurité publique. Le Gouvernement ne devrait ménager aucune mesure susceptible d'assurer la tranquilité des populations même s'il court le risque de se heurter à la grogne des partis politiques ou à une certaine désapprobation de l'étranger pratiquement toujours corrompu et manipulé par nos agresseurs. Les barrières installées sur les chaussées publiques seraient plus efficaces si elles étaient mieux exploitées. Il faudrait par exemple concevoir des barricades mobiles et de contrôles plus discrets et improvisés en tout temps, en tout lieu et pour tout le monde. Des perquisitions diurnes et nocturnes, des fouilles systématiques au travail et à domicile permettraient de limiter certains dégâts. Le Gouvernement devrait s'efforcer impérativement de toujours doter la défense nationale et les services de sécurité de moyens dissuasifs de plus en plus importants et décisifs.

Une autre mesure préconisée pour enrayer la grave crise que traverse le pays, et qui heureusement vient d'être amorcée, est la formation d'un gouvernement de transition élargi à plusieurs partis. Il convient néamoins de regretter la façon dont les différentes formations publiques concernées se sont partagées le gâteau. Les visées égoïstes ont manifestement pris le dessus. En outre, le thermomètre de popularité adopté (organisation des meetings, nombre de cartes octroyées...) n'a pas convaincu tout le monde. Une formation comme le CDR décidément imbue d'une force indispensable et d'une volonté inaltérable de consolider les acquis de Révolution de 1959 et de défendre corps et âme la démocratie et la République actuellement aux prises avec le féodaux tutsi endurcis dans leurs méfaits dispose sans nul doute d'un électorat réel et potentiel de loin plus puissant que celui de tout autre parti. Il serait alors illogique et très dangereux pour la majorité populaire de vouloir l'écarter de la gestion directe des affaires de l'Etat au moment où le PL, l'équivalent du FPR des Inyenzi se gave de ministères stratégiques et d'autres postes importants. De même le PDI qui rivalise le degré de représentativité à l'échelle nationale avec le PL, le PSD et le PDC aurait droit à tous les égards qu'il mérite.

Dans la multiplication de portefeuilles en vue de servir toutes les parties en lice le Chef de l'Etat et le Premier Ministre auront nécessairement à tenir compte des contraintes budgétaires et de la situation économique et financière désastreuse du pays. Ainsi leur est-il recommandé de réduire le nombre de ministères en regroupant certains dans un seul et même département et en supprimant carrément pas mal de services étatiques et parastataux inutilement onéreux ou en les intégrant dans des ensembles administratifs ordinaires. La rigueur, la rationalisation et l'austérité dans la gestion de la chose publique constitueront l'un des tests essentiels de l'échelle de crédit des nouveaux dirigeants auprès du public et de divers organismes dont nous dépendons finacièrement.

Et que devient le Chef de l'Etat dans l'actuel imbroglio politique ? Le Président de la République en sa qualité de gardien des Institutions et garant de l'Indépendance nationale exercera de toute manière pleinement toutes les prérogatives lui dévolues. Il est de son droit et de son devoir de trancher en dernier ressort lorsqu'un problème de portée publique est sujet à des tiraillements autrement insolubles. En cette époque du multipartisme, il lui appartient de favoriser une concertation franche et fructueuse entre toutes les sensibilités politiques qui le harcèlent dans un esprit de compréhension mutuelle et de souplesse requise pour le bien commun. Mais une quelconque marque de faiblesse de sa part dans la prise en main effective de la situation serait, il faut bien s'en douter, catastrophique pour la sécurité et l'avenir politique du pays, le développement économique et le bien-être social du Rwanda et des Rwandais. Il doit donc assumer totalement toutes les responsabilités qui lui reviennent et prendre toutes les mesures qui s'imposent quelles que soient les pressions pesant sur lui. Et sans forcément calquer nos institutions sur le modèle américain ou français j'estime que, dans le souci de mieux asseoir celles-ci et pour des raisons évidentes de sécurité, certains domaines comme la défense nationale et les Affaires étrangères rentreraient dans le cadre des matières réservées exclusivement au Chef de l'Etat tout en accordant — et c'est paradoxal — au Parlement tous les pouvoirs nécessaires de faire valoir leurs points de vue à ce sujet.

Ndekezi Bonaparte.

COMITE DE REDACTION

— NGEZE Hassan
— NDEKEZI Bonaparte
— MIRASANO Célestin
— RUBERA Papias
— ISSA Nyabyenda
— SIMBIZI Stany

A tous les Hutus du monde entier. Le Journal Kangura est à votre service. N'hésitez pas à envoyer vos reflections et suggestions à l'adresse :

KANGURA B.P. 1312 Kigali
Fax 0025075408.

KA02 1229

LE TRIBALISME, UN FREIN A LA DEMOCRATIE ?

KA02 1229

Les régimes a parti unique, plutôt que de construire l'unité nationale, se sont caractérisés partout en Afrique par le favoritisme. En effet, parvenus au pouvoir par des coups de force pour la plupart, les Chefs d'Etat d'Afrique ont assis leur pouvoir sur les solidarités à base ethnique ou régionale. Au Togo, au Nigeria, au Congo,... ce sont des nordistes qui ont dominé sur les sudistes. Au Zaïre, les hommes de l'Equateur contrôlent la réalité de pouvoir. Au Burundi, c'est la minorité tutsi qui domine sur le reste de la population. Etc....

Aujourd'hui, l'Afrique est emportée par le souffle de la démocratisation. Même les régimes qui s'y opposent finiront par succomber à la pression intérieure et extérieure car, a-t-on constaté, plus un chef d'Etat résiste à la démocratisation, plus il s'attire des ennuis. Peut-on ainsi affirmer que le pluralisme politique mettra fin au tribalisme?

L'ouverture politique a été accueillie avec un ouf de soulagement par les uns -ceux qui avaient été mis en quarantaine par les chefs des partis uniques- et avec indignation et résignation pour les autres- ceux qui avaient réellement exercé le pouvoir. Les premiers ont tout de suite saisi l'occasion pour fonder leurs propres partis et chercher à accéder au pouvoir, tandis que les seconds contrecarrent leurs actions pour se maintenir. Cette compétition dégénère ici et là en Afrique en une véritable lutte parfois violente et a coloration ethnique ou régionale. Malgré l'existance des textes juridiques interdisant les partis à base ethnique ou régionale, la question n'est pas résolue pour autant. Certains en font même un argument pour discréditer leurs concurrents. L'Union pour la Démocratie et le Progrès Social est ainsi associé aux intellectuels Baluba, le Parti Libéral devient le Parti des tutsi au Rwanda, le Front Populaire Ivoirien de Laurent Gbagbo celui des Bétés...

Certains ont cru que les Conférences Nationales seraient une bonne occasion pour trancher définitivement sur tous les problèmes dont celui de l'ethno-régionalisme. Hélas ! les cas du Congo et du Togo prouvent le contraire. En effet, en voulant briser le monopole des nordistes, les autorités chargées par les Conférences Nationales de gérer les périodes de transition semblent chausser les bottes de leurs prédécesseurs. A Lomé comme à Brazaville, les gouvernements de transition sont formés à base du tribalisme, du copinage, voire de la coquetterie. Une situation pareille ne peut évidement que plonger les pays dans le chaos.

Nous devons aujourd'hui avouer que bien de démocrates africains n'ont pas suffisamment préparé leur entrée sur la scène politique. Beaucoup ont ainsi créé des partis devant leur servir de tremplin pour arriver au pouvoir sans tenir compte des intérêts de la Nation tout entière. N'est-ce pas étonnant que dans l'intervalle de quelques mois on compte 75 partis politiques au Congo, 33 à Madagascar, 48 au Mali, 32 au Togo, 257 au Zaïre,...?

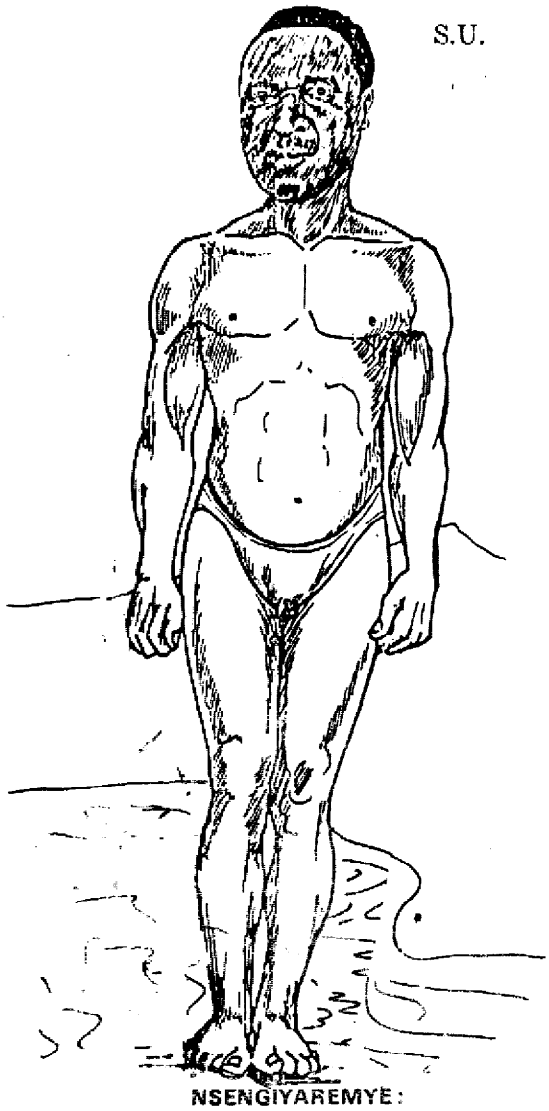
Il est à mon avis, urgent et indispensable d'éveiller la population tout entière à plus de partiotisme avant d'organiser les Conférences Nationales ou au lieu d'interdire les partis politiques à base ethnique? Car, si la Conférence Nationale n'a pas pu continuer ses travaux au Zaire, si les leaders de l'opposition sont en prison en Côte d'Ivoire ou si les Forces armées ont manifesté une attitude hostile aux gouvernements de transition au Congo et au Togo, c'est signe que pour certains hommes politiques, la démocratie ne signifie que la satisfaction des intérêts personnels.

La masse populaire reste ainsi désemparée entre les promesses de ceux qui veulent se maintenir au pouvoir et de ceux dont le discours est: "aidez-nous à arriver au pouvoir et on verra..." Un changement de mentalité est d'une grande importance pour que la démocratie se développe en Afrique. Car, la population a besoin des leaders qui comprennent ses problèmes et qui sont soucieux de les résoudre.

Il est inquiétant que certains leaders politiques menacent même de recourir aux armes pour arriver au pouvoir. Nguza Karl I Bond, Président des Fédéralistes Indépendants et actuel Premier Ministre du Zaïre n'a-t-il pas osé déclarer" Le Kantangais que je suis rentrera au Shaba. Si on veut la sécession, allons-y!..." Il voulait ainsi affirmer qu'il n'excluait pas de faire sécession si les partis regroupés au sein de l'Union Sacrée ne le laissaient pas assumer ses fonctions de Premier Ministre. Et on dira qu'un tel homme lutte pour la démocratie! En réalité, il ne sert ni son pays, ni son ethnie, mais ses ambitions personnelles.

Le tribalisme en soi n'est pas une entrave à la démocratie pour autant que l'on croie réellement à la démocratie. Mais certains hommes politiques en font un prétexte pour camoufler les vrais problèmes politiques de leurs pays.

S.U.



NSENGIYAREMYE :
Je vous préviens, en politique, qui ne sait pas nager se noie.

KA02 1230

BURUNDI: LES INSTITUTIONS REPUBLICAINES MENACEES PAR L'EXTREMISME TUTSI.

KA021230

Vingt six ans après la naissance de la République au Burundi, les nostalgiques rêvent encore à réinstaurer la monarchie. Quelle actualité ? On aurait peut-être difficile à le croire à l'heure qu'il est, mais certaines têtes pensent encore que tous les problèmes ne peuvent être résolus que par le "mwami".

Pour Mathias HITIMANA, Président du Parti royaliste parlementaire du Burundi (P.R.P) et hommes d'affaires résidant à Bruxelles, la monarchie serait une solution aux affrontements inter-ethniques car, continue-t-il, à l'époque des "Bami" de tels agissements étaient inconnus. En fait, Mathias HITIMANA et ses partisans s'insurgent contre ceux qui déoncent les massacres des Hutu du Burundi. En effet, sous le règne des "Bami-tutsi", personne ne pouvait s'indigner de la mort des Hutu; c'était normal qu'ils périssent même par milliers. On devait plutôt pleurer la mort d'une vache.

Aujourd'hui encore, les royalistes tutsi souhaitent l'asservissement institutionnalisé du peuple hutu jusqu'à le rendre inférieur aux animaux domestiques. Quelle horreur !

Comment le P.R.P. compte-t-il atteindre son objectif face à un Buyoya qui se fait passer pour partisans de la réconciliation nationale ? Mathias HITIMANA compte sur sa fortune, surtout sur sa minoterie, la seule qui existe au Burundi. Selon ses propres termes, "avec la farine viendra la monarchie..." Pour tromper la jeunesse hutu et l'amener à adhérer à son parti, il affirme qu'il rétablira l'équilibre ethnique au sein de l'armée, en arrêtant le recrutement des tutsi jusqu'à ce que les hutu atteignent leur nombre. Quel mensonge !

Cyprien Mbonimpa.

Mathias est ainsi déterminé à réinstaurer la monarchie, surtout que son parti a même déjà choisi le futur roi, en la personne de Monsieur Godefroid KAMATARI, neveu du roi MWAMBUTSA IV.

Voilà donc le sort qui attend la majorité au Burundi, si elle ne s'acharne pas à défendre sa cause et surtout si elle se laisse fermer les yeux par des cadeaux de ceux qui ont des desseins fascistes.

Est-ce seulement au Burundi que la minorité tutsi menace de réinstaurer la monarchie ? Sûrement pas. Les mêmes projets existent au Rwanda même si les auteur ne le déclarent pas publiquement comme au Burundi.

En effet, le Rwanda est une République depuis 1961, mais les monarchistes nostalgiques ne l'ont jamais reconnue, et tentent depuis lors de renverser ses institutions par des attaques armées à partir des pays voisins.

Aujourd'hui encore, les Inyenzi-Inkotanyi font la même tentative en lançant des attaques répétées contre le Rwanda. Brandissant le slogan de "lutte contre le régime dictatorial", ils croyaient s'attirer la sympathie de la population rwandaise, laquelle population était et reste la cible de leurs méfaits.
Celle-ci, grâce à la bravoure de son armée, a pu jusqu'ici repousser les attaques des Inkotanyi, mais ces derniers, comptant sur la complicité des partis politiques à majorité tutsi qu'ils financent à l'intérieur du pays, rêvent encore reconquérir le pouvoir au Rwanda et réinstaurer la monarchie. Les projets de la minorité tutsi sont ainsi les mêmes hier, aujourd'hui et demain, au Burundi comme au Rwanda.

La vigilance et la cohésion de la majorité populaire s'avèrent donc nécessaire pour endiguer les desseins fatals des monarchistes tutsi et préserver les institutions républicaines.

La Rédaction.

REPUBLIQUE DU BURUNDI
PARTI POUR LA LIBERATION DU PEUPLE HUTU DU BURUNDI
— PALIPEHUTU —
SERVICE DE L'INFORMATION

Bujumbura, le 10 avril 1992

COMMUNIQUE DE PRESSE.

LE REGIME MINORITAIRE TUTSI MASSACRE DES POPULATIONS CIVILES HUTU.

Jeudi 9 avril 1992, la radio nationale du Burundi a annoncé simultanément que les auteurs du coup d'Etat manqué du 4 mars venaient d'être arrêtés et que la même nuit des éléments du PALIPEHUTU avaient attaqué les camps militaires de Mabayi et de Buganda en province de Cibitoke.

Attaques du PALIPEHUTU.

Depuis que BUYOYA a pris le pouvoir le 3 septembre 1987 par un coup d'Etat, le régime se bute à des revendications croissantes de la majorité hutu opprimée, discriminée et régulièrement sujette à des massacres aveugles. Le régime a successivement massacré la population hutu en 1988 à Ntega et Marangara, en 1990 à Mabanda, en novembre 1991 à Cibitoke, Bubanza, Bujumbura,

Gitega, Rutana, Kayanza et Muyinga. Dès le 9 avril, l'armée procède à des massacres en province Cibitoke.

Il n'y a pas eu d'attaque extérieure venue du Rwanda comme le chante les officiels du Burundi. La zone où il y a de troubles se trouvent très loin de la frontière rwandaise. La commune Buganda n'est même pas frontalière au Rwanda, elle est à 50 km de la ville de Bujumbura. Par ailleurs, les camps de réfugiés se trouvent très loin de la frontière. Le Gouverneur de la province de Cibitoke, Monsieur BAZA Antoine, a lui-même déclaré le 9/4/1992 à son collègue de la Préfecture de Cyangugu, Monsieur KAGIMBANGABO André, que tout était calme dans sa province. Ce qu'il y a au Burundi, c'est que le peuple est fatigué de la dictature tutsi et qu'il ne croit point à la politique fallacieuse de BUYOYA, une politique qui passe à côté des vrais problèmes du pays (ethniques, régionaux, armée mono-ethnique, massacres répétitifs,...) C'est pourquoi la population ne cesse de revendiquer et malheureusement chaque fois, elle se bute à l'armée meurtrière, indisciplinée et mono-ethnique. Aujourd'hui, le peuple apprend à résister à cette violence.

Tentative de coup d'Etat.

En mars 1992, des éléments de l'armée ont tenté de renverser le Major Pierre BUYOYA, des tutsi comme BUYOYA lui-même. Le 9 avril 1992, les responsables du putch ont été appréhendés. Les principaux noms sont MBONIMPA Cyprien ex-ministre des relations extérieures de BUYOYA jusqu'au 1 er avril 1992, KAZATSA Charles, Colonel, ex-ministre de l'intérieur sous BAGAZA. Cette tentative de putch fait suite à une autre qui a eu lieu le 11 mars 1989 et qui a échoué. Cela montre à suffisance que les tutsi non plus ne veulent pas de BUYOYA et de sa politique rétrograde.

Conclusion.

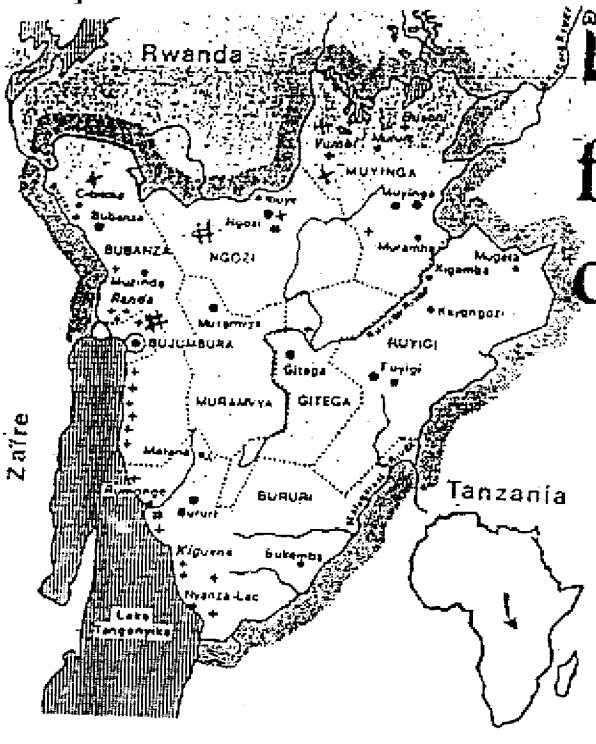
Le climat politique burundais est aujourd'hui malsain. Le régime de BUYOYA est contesté de tout côté. La constitution qu'il a fait voté le 9 mars 1992 n'est même pas acceptée par ceux-là même qui sont présumés l'avoir votée à 90%. La seule solution au mal burundais est de démocratiser entièrement les institutions du pays, accepter un multipartisme intégral sans chercher à écarter une quelconque formation politique comme on tente de le faire à l'égard du PALIPEHUTU.

Le PALIPEHUTU n'a point de relation avec des éléments de l'ex-président BAGAZA ni avec les putchistes comme l'a d'ailleurs reconnu le Ministre burundais de l'intérieur et du développement de collectivités locales, Monsieur NGEZE François dans son interview du 9 avril 1992.

Nous demandons à la communauté internationale de condamner ces massacres en cours de la population hutu par l'armée tutsi. Nous demandons aussi des enquêtes impartiales sur ces affaires. Le problème burundais ne pourra être réglé que par des pourparlers avec les parties impliquées dans le conflit et une démocratisation total du pays.

CIZA Néhémie
Pour le service de l'Information du PALIPEHUTU.

BURUNDI fosses communes



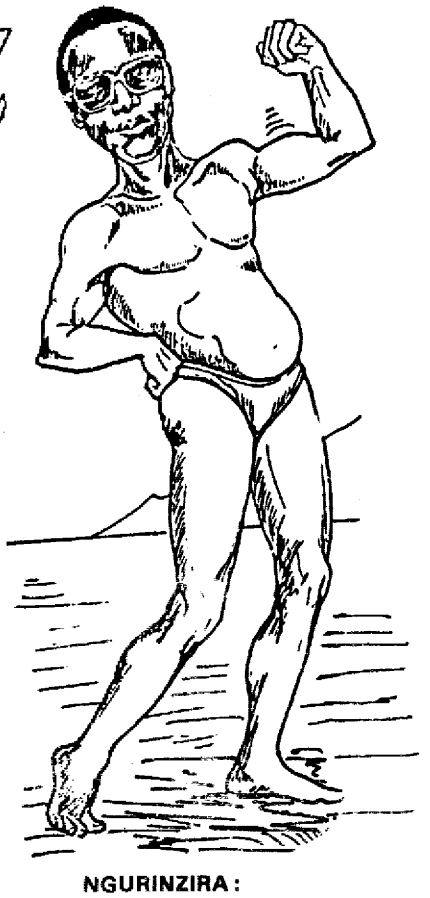
Légende de la carte
Prison de haute sécurité
Fosse commune
N.B. Les fosses de 1938 et celles de 1991 ne sont pas signalées

En regardant cette carte, doit-on dire que ce pays est une mare de sang? Souvenez-vous que plus de 300 ou 400 mille personnes sont mortes à ce jour à la suite des cinq massacres connus depuis 1965. Selon cette carte, que nous avons découverte quelque part dans un travail académique dans une bibliothèque de l'Université de Lausanne en Suisse, on se rend compte que le sous-sol burundais regorge par-ci, par-là d'un "minerai" de type nouveau: des corps de hutu gisant pêle-mêle dans des trous creusés au Bulldozer où ils ont été enterrés par dizaines.

La carte ne donne qu'une partie de l'iceberg. En effet, on ne voit pas les fosses communes de 1965. Ceux qu'on montre pour le long de la plaine de l'Imbo dans l'ouest parlent seulement de 1972. Ils ne tiennent pas compte des fosses communes du camp militaire de Mabayi (Cibitoke) ou de celui de Kanyosho (Bujumbura) de 1991, dont parle le "rapport Erler-Reyntjens". Mais on y remarque le signe de la présence du grand charnier de Ruvyironza, juste au croisement de cette rivière avec la Ruvubu, tout près de Mugera, la paroisse historique par son ancienneté dans le pays et dans la province de Gitega.

Certains pensent que c'est ici que repose l'âme du prêtre écrivain, Michel Kayoya. A quand la réhabilitation de ces lieux?

D.H. et J.M.M.



NGURINZIRA :
Ne vous en faites pas. Je nage comme un poisson dans l'eau. Si c'etait au Lac Tanganyika, je serais d'ailleurs champion.

DES VERITES IMMUABLES.

KA021232

A tous ceux qui ploient sous le joug de l'injustice,
Souffrir n'est pas mourir,
Aujourd'hui n'est pas demain.
Attendez, et surtout espérez.

Le soleil brille pour tout le monde. Il accable tout le monde de sa chaleur intense. Bel astre, chapeau! Ton équité est proverbiale!

Il pleut pour tout le monde. Une pluie torrentielle tombe, le bon est trempé jusqu'aux os et le méchant pareillement. Chère eau, magnifique! Ta justice est légendaire!

Quiconque voudra se rendre maître de cet astre et de cette eau se cassera le nez et sa ruine sera grande. Désillusionnez-vous donc, gens de peu de foi. Il y a de ces cas que vous croyez, dans votre naïvété démesurée, qu'on peut facilement les passer sous silence. Taire ou minimiser pareils cas est, en définitive, une aberration.

Cette pâte de sorgho, même si elle est rassise, vous appartient à vous tous. Régalez-vous-en jusqu'à en être gavés. Aïe! On vous chasse impitoyablement quand vous avez envie de mâchonner cette pâte. Ce vin de banane, même s'il est aigre, vous appartient à vous tous. Goûtez-en jusqu'à vous enivrer. Hélas! On vous bannit manu militari quand vous brûlez de déguster ce vin.

Vous ne vivez pas. Vous vivotez. Vous végétez. Vous croupissez dans la misère, errant comme une âme en peine. C'est l'objection! On vous persecute, on vous malmène, on vous maltraite, on vous rudoie, on vous incrimine, on vous noie, on vous manipule, on vous exile, on vous assomme, on vous ligote, on vous enchaîne, on vous écrase, on vous torture, on vous égorge, on vous poignarde, on vous entasse... dans des fosses communes. Et là vous pourrissez. Sit vobis brevis terra! C'est affreux! Le monde corrompu, déchu, ingrant, craintif, ferme effrontément les yeux, déviant ainsi de son cours.

Votre voix caverneuses, je l'entends, moi. Ces sanglots percent le mur bétonné et arrivent jusqu'ici, porteurs d'un message émouvant. Cette coupe qu'on vous présente - plaise au ciel qu'elle ne contienne pas la ciguë dont seul Socrate peut raconter les effets -buvez-la jusqu'à la lie. Un jour, vous direz tout haut, avec orgueil et à juste titre: "cette mélopée et ce calvaire d'antan, nous les avons enterrés pour de bon. Viennent les cris d'allégresse. Sonne l'heure de la rédemption et de l'espoir infaillibles. alleluia".

Vous êtes renés de vos cendres. A bas l'injustice. Vive l'équité. Vous levez la tête pour vous affirmer dans toute votre splendeur. Vous n'êtes plus la canaille, vous n'êtes plus le rebut de l'humanité. Désormais, vous êtes les grands, les leaders, les puissants. Félicitations!

Juvénal KAZANENDA
MATABA-NDUSU
RUHENGERI

REPUBLIQUE RWANDAISE
OFFICE RWANDAISE
D'INFORMATION
B.B. 83 KIGALI.

Kigali, le 23 avril 1992
No 0706/12.01.01.7

Son Excellence
Monsieur le Premier Ministre
de la République Rwandaise

K I G A L I.–

Objet : Prestations de la Radio nationale rwandaise dans la crise des relations Rwanda – Burundi.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Le «Communiqué de presse émanant du cabinet du Premier Ministre» qui a été lu hier le 22/04/1992 sur les antennes nationales et dont le contenu écrit vient de me parvenir ce matin même me donne l'occasion de vous faire état des prestations de l'ORINFOR relatives aux informations sur la crise des relations Rwanda – Burundi.
Je prends cette opportunité surtout à cause du paragraphe stipulant qu'il a été «demandé à tous les intervenants et spécialement à la radio nationale de contribuer au rétablissement de ce climat de confiance en diffusant des informations vérifiées et en évitant les informations alarmistes susceptibles de troubler la tranquilité des populations du Rwanda et du Burundi».

En lisant ce paragraphe du communiqué, deux questions viennent directement à l'esprit :

– la radio nationale rwandaise a-t-elle diffusé à un moment donné des informations non vérifiées et alarmistes relatives au Burundi ?

– la radio nationale rwandaise a-t-elle été amenée une seule fois à parler du Burundi sans qu'elle y soit contrainte par les publications et les accusations contre le Rwanda diffusées par les média officiels burundais ?

Un coup d'oeil rétrospectif permet de se rendre réellement compte des prestations de la radio nationale en ces temps de crise des relations entre le Rwanda et le Burundi et de se demander s'il y a sincèrement opportunité de donner raison aux plaintes selon lesquelles notre radio trouble la tranquilité des populations du Burundi.

1o Sans rappeler les péripéties qui ont conduit à la fermeture des frontières entre le Burundi et le Rwanda et les rendonnées diplomatiques qui les ont suivies, je commencerai par ce que le Premier Ministre burundais a déclaré dans Jeune Afrique no 1612 du 26 novembre 1991 :

J.A. : Depuis quelque temps, incidents et arrestations se multiplient...
A.S. : Il y a des groupes clandestins qui essaient de se cacher derrière l'idée du multipartisme pour prêcher la haine et la violence ethniques.

... C'est le cas, notamment, du groupe Palipehutu qui s'est livré, au cours de la dernière période, à de nombreuses escroqueries et à la fabrication de fausses pièces d'identité en vue d'infiltrerdes gens dans le pays. Son état-major se trouve au Rwanda où il a militairement formé des hommes, qu'il a tenté d'infiltrer dans les différentes provinces du pays en vue de commettre, le moment venu, des actes de violence.

Nous les suivons depuis le mois de juillet dernier, et avons même procédé à quelques arrestations avant de boucler notre frontière avec le Rwanda.

J.A. : Vous estimez donc que le Palipehutu bénéficie de l'aide du Rwanda ?

A.S. : Ce groupe est né à l'extérieur et non au Burundi. Que cela implique ou non des officiels ou des personnes privées d'un quelconque pays, il faut le reconnaître comme tel. Deuxièmement, les gens de ce groupe disent eux-mêmes qu'ils ont des appuis à l'extérieur. Ils ont dû même en avoir beaucoup si l'on en juge par le matériel photographique de prise de vue et de développement qui leur servait à illustrer les fausses cartes d'identité, et que l'on a saisi. Ils ont bénéficié aussi d'un support médiatique important, notamment auprès du journal Kangura.
J.A. : A votre avis, pourquoi le Rwanda les aide-t-il ?
A.S. : Parce que nous menons une politique qui pourrait l'embarrasser. Nous avons refuxé la politique des quotas et celle qui consiste à mentionner les ethnies sur les pièces d'identité, alors qu'eux les pratiquaient (je ne sais pas si c'est encore le cas.) Nous avons opté le rapatriement de tous nos réfugiés, alors qu'eux ont des difficultés avec les leurs qui les attaquent.

La radio nationale rwandaise et la presse écrite officielle rwandaise n'ont pas réagi pensant que certaines explications pouvaient être fournies au Rwanda par les autorités burundaises par voie diplomatique. De plus la presse officielle burundaise n'ayant pas relayé l'information, l'ORINFOR a préféré garder le silence.

2o Les événements du 22 au 23 novembre 1991 à Bujumbura et dans d'autres régions du Burundi ont été rapportés par la radio et la télévision burundaises comme ayant pour origine le Rwanda qui « «soutient les éléments infiltrés dans diverses provinces» du Burundi. Le Rwanda a donc été accusé et le Burundi a même été jusqu'à exhiber à la télévision les enveloppes portant mention «Présidence de la République Rwandaise – S.C.R.» et « Présidence de la République Rwandaise-ORINFOR» pour faire acréditer ainsi la thèse de l'implication du Rwanda dans les événements qui secouaient le Burundi en ce moment-là.

La mission d'une radio nationale étant de soutenir la politique du pays et sachant que le Rwanda n'aide pas le Palipehutu et ne lui accorde pas des camps d'entraînement, radio rwanda et toute la presse officielle rwandaise ont

répliqué contre les accusations du Burundi.

C'est dans ce cadre que dans son émission « grand débat national» du 29/11/1991 de 20H10 radio—rwanda a voulu éclairer l'opinion nationale et internationale en faisant parler les personnes ressources.
Ces personnes sont l'Ambassadeur du Burundi à Kigali, son Excellence Monsieur NTETURUYE Marc, le Président et le Secrétaire Général du Palipehutu rejoints au téléphone.

Le Burundi qui ne pouvait pas penser que nous réaliserions ce genre d'émission a réagi en disant que le Rwanda soutien effecti-vement le Palipehutu et qu'il l'a montré en accordant l'antenne à ses représentants. Approché par l'Ambassadeur du Burundi à Kigali qui me disait que « twahemukiye u Burundi» en accordant la parole au Président et Secrétaire du Palipehutu, j'ai répondu que les informations sûres et vérifiées ne pouvaient venir que des accusé eux-mêmes et que donc il ne servait à rien d'avancer toujours les propos réfutant le soutien accordé au Palipehutu sans que les concernés interviennent pour donner leur propre version. C'est cela le traitement de l'information contradictoire. L'Ambassadeur du Burundi semble n'avoir pas apprécié cette réponse ni le travail réalisé par radio—rwanda.

3o Les événements du début du mois d'avril 1992 ont été également rapportés par la radio—télévisions du Burundi comme originant dans l'appui accordé au Palipehutu par le Rwanda: Après une réunion tenue au Ministère des Affaires Etrangères regroupant le Ministère de ce département, le Ministre de la Défense, le Chef de l'Etat-Major de l'armée rwandaise, le Secrétaire Général du Service Central de Renseignement et moi-même, j'ai pu apprécier les informations fournies officiellement par le Rwanda et radio—Rwanda a fait son éditorial sur la crise rwando—burundaise le10/04/1992. Dans la suite, nous avons pu obotenir les déclaration de la représentate du HCR et de la Caritas, déclarations qui contredisaient totalement les accusations proférées contre le Rwanda par les média officiels burundais et les correspondants burundais des radios et agences internationales.

Nous avons même pu réaliser en français et en kinyarwanda des émissions dans lesquelles les réfugiés de Nyarushishi donnent leur version des événements du Burundi. Cette émission n'a pas pu passer car le nouveau Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale,
Boniface NGULINZIRA m'a demandé au téléphone de ne pas diffuser ce programme car disait-il, il était en pourpalrers avec l'Ambassadeur du Burundi au Rwanda, que donc cette émission pouvait gêner les négociations.

4o L'attaque contre les positions militaires rwandaises dans la région du Bugesera, la nuit du 20 au 21 avril 1992.

Aussitôt que j'ai appris l'incident, j'ai formé une équipe de journalistes pour se rendre sur les lieux même au Bugesera avec la mission de collecter les informations les plus diversifiées et originales. Ce fut fait car les journalistes de l'ORINFOR ont rencontré les autorités militaires et civiles oeuvrant dans la région qui ont confirmé l'attaque contre les positions militaires rwandais par des éléments venus du Burundi. Il n'y a pas une information qui soit plus vérifiée que celle-là !

Sachant que le Burundi a l'habitude de salir le Rwanda et connaissant les difficultés de démentir les fausses informations diffusées contre le Rwanda, l'ORINFOR se devait de porter à la connaissance du public ce qu'il venait de recueillir sur l'incident du Bugesera.

Mais au cours de la journée et tard dans la soirée du 21 avril 1992, le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale m'a demandé avec insistance de ne rien dire sur cet incident. Effectivement j'ai opté pour le silence car l'élément étant disponible à 18H30 du 21/04/92 et n'ayant pas pu le faire entendre à Monsieur NGULINZIRA , j'ai instruit le régisseur de radio-rwanda de ne pas diffuser la nouvelle avant l'autorisation du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale. A la fin des émissions à 23 H OO, ce régisseur écrit dans le cahier de contrôle d'antenne ce qui suit : «Amakuru yo mu Bugesera arahita habonetse accord ya Minaffet». Le lendemain, 22 avril 1992, le régisseur qui n'était pas le même que celui de la veille a lu la notation et a conclu que le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale avait donné son accord pour diffuser l'information sur le Bugesera.

Quoi qu'il en soit, l'élément était suffisamment nuancé et bien travaillé sur base des informations reçues sur les lieux par les journalistes de l'ORINFOR. Donc même si cet élément est passé sur les antennes nationales rwandaises personne ne peut nous accuser d'avoir diffusé une information non vérifiée à moins de dire que l'attaque n'a pas eu lieu !

Excellence Monsieur le Premier Ministre, avec ces quatre points, J'ose espérer que vous avez pu vous rendre compte que jamais la radio nationale rwandaise n'a diffusé à propos du Burundi des informations non vérifiées et alarmistes susceptibles de troubler la tranquilité des populations du Rwanda et du Burundi : Au contraire, je signalerai que le Rwanda a été toujours victime des media officiels burundais.

Vous me permettrez de terminer en demandant à Votre Excellence de bien vouloir donner des instructions aux départements ministériels directement concernés par la crise rwando—burundaise de tenir avec l'ORINFOR une réunion qui définirait clairement les mécanismes de collecte, de traitement et de diffusion de l'information «politique». Cela permettra d'enlever un certain climat de suspicion entretenu ces derniers temps à l'égard de l'ORINFOR et ayant trait au traitement et à la publication des informations sur la politique rwandaise (politique intérieure et politique extérieure).

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très sincère considération.

Le Directeur de l'Office Rwandais d'Information Dr. Ferdinand NAHIMANA.

— Copie pour information :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise
- Monsieur le Ministre (TOUS)
- Monsieur le Président du Conseil d'Administration de l'ORINFOR KIGALI.

Bwana Minisitiri w'Ububanyi n'Amahanga n'Ubutwererane NGULINZIRA Boniface
K I G A L I :—

Bwana Minisitiri,

Twebwe abanditsi ba Kangura, ikinyamakuru kizwi mu Rwanda no mu mahanga, kikaba cyaragaragaje ubuhanga buhanitse mu gusesengura ibizaba muri Politiki. Uwo murimo ukaba waratumye rubanda nyamwinshi itwizera, dusanze ari ngombwa kukugaragariza, dukoresheje uru rwandiko rufunguye, ukuntu Abanyarwanda bose bakwamagannye bamaze kumva ibyo watangarije kuri Radiyo—Rwanda kugicamunsi cyo kuwa gatanu tariki ya 24 Mata 1992 ukabisubiramo no kuri uwo mugoroba, usebya igihugu cyakubyaye imbere y'u Burundi.

Mbere yo kukubwira igituma rubanda ikwamagana, turagira ngo tukwibutse Amategeko u Rwanda rugenderaho.

1. Musome niba mutarabonye umwanya wo gusoma, Itegeko-nshinga u Rwanda rugenderaho mu ngingo yayo ya 44, igika cya 5, ivuga ko Perezida wa Repubulika ariwe ugena umurongo wa Politiki y'Ububanyi n'Amahanga. Aha bikaba bivuga ko ibyo mwatangaje ku Burundi mutari mwabitumwe na Perezida wa Repubulika, Ubwo rero KANGURA isanga mwarivanze cyangwa se mukaba mwaravuze ibyo Inkotanyi zifuzaga cyangwa se ibyo bene wanyu bifuzaga.

2.Ongera usome Itegeko—Nshinga mu ngingo yayo ya 18, urasanga ko Itangazamakuru ritavogerwa na gato, kandi ibyo bikaba byongera gutegenywa n'ingingo ya 2 n'iya 3 z'Itegeko rigenga Itangazamakuru mu Rwanda. Ibyo rero iyo uza kubimenya ntuba warihanukiriye ngo wamagane KANGURA mu byo nawe utumva, kuko bigaragaza uguhuzagurika mu mirimo igihugu cyagushinze.

Ku byerekeye Politiki y'u Rwanda n'u Burundi, biragaragaza ko wahubutse cyane ubwo wemezaga ko Leta y'u Rwanda ariyo icokoza u Burundi. Ibyo bikaba bigaragaza ko waje kuri uriya mwana ufite mission (soma misiyo) yo kugambanira igihugu cyacu n'Abanyarwanda, kuko bitumvikana ukuntu Radiyo-Rwanda yaba yaratangaje amakuru yahagazeho avuga ko u Rwanda rwatewe n'abaturutse i Burundi ndetse n'Ingabo zacu zikabyemeza ngo wowe ubihakane, ngo ni ukugira ngo urengere inyungu za P.L.

Mbese hari habuze iki ngo mbere yo gutangaza biriya bihomvu byose, ubanze ubaze inzego za gisirikari uruhare u Burundi bufite muri biriya bitero by'Inyenzi ? Mbese mbere yo kwamagana KANGURA, iyo ubanza kubaza Ambasaderi wacu i Bujumbura ibyo Radio—Televiziyo y'u Burundi ibeshyera u Rwanda nkanswe twe tuvugisha ukuri.

Mbere yo kurangiza iyi baruwa ifunguye, tugusabye dukomeje kudushyira hasi kandi tukumenyeshe-je ko muri KANGURA tudashaka umuntu wese utugira urwitwazo mu mu guharanira inyungu ze. Niba gukora Politiki bikuneniye, wasezere inzira zikigendwa utabanje kujandajanda; Biragaragara ko ntaho mutaniye n'abadutera dukurikije ibyo dusanga mu mvuge no mu mikorere yanyu.

Ngabo z'u Rwanda murabe maso nimwe musingwa, dore ko ariya mashyaka umuti w'intambara yavugaga ko afite nta wundi usibye uwo kugambanira urwatubyaye. None se kubona ahakanira bariya Barundi ngo ntibaduteye kandi ubuyobozi bw'Ingabo zacu bubyemeza hari ubundi bugambanyi butari ubwo ? None se kubona uriya Minisitiri yivanga mu bitamureba yiha kubuza Radiyo—Rwanda kuvuga ibyo u Burundi budukorera agamije kurengera inyungu z'Ishyaka rye akorera, ntibiteye urujijo ?
Urugero : Ese mbere yo gutangaza biriya bihomvu, aho yaba yibuka ibikorwa n'abakozi ba C.E.P.G.L. ku Gisenyi mu rwego rwo gufasha Inkotanyi ?

Kangura yiyemeje kujya isohora buri cyumweru inzandiko zigaraza ubugambanyi bwa bamwe mu Baminisitiri bari muri iriya ngirwa—Guverinoma. Iriya Guverinoma tugomba kuyirwanya nikomeza gushyigikira umwanzi kandi Ingabo zacu zirimo gushirira iyo ku rugamba hamwe n'abasiviri.

Ese ko yari yabeshye ngo ibyo guterwa yabivuganye na Minisitiri w'Ingabo, ikinyoma cye ntigitahuwe muri kino gitondo ubwo Radiyo-Rwanda yongeye kwemeza ko n'ubundi twatewe n'u Burundi mw'ijoro ryo kuwa 23 rishyira kuwa 24 Mata 1992 ? Ese nabwo arashyigikira umwanzi mu kumuhakanira yiyibagija ko u Burundi bwohereza Inkotanyi i Bugande bukoresheje indege zabwo n'amato ? Ese kuki ukuri ku bivugwa agomba kukwemezwa n'Uhagarariye u Burundi mu Rwanda ? Kuki atinya kubaza Minisiteri y'Ingabo, urwego rushinzwe iperea.

Twaramutahuye we na bagenzi be bakorana, umuti baririmbaga nawo waragararagaye.

IBISASU BIDASANZWE MU MAGAMBO YA NGULINZIRA.

Mu gihe twategurага iyi baruwa nibwo muri gare Routière (ikigo bategeramo imodoka) ya Kigali saa yine n'iminota cumi n'itanu (10H 15') haturikiye igisasu karahabutaka. Icyo gisasu ngo cyatezwe n'ibyitso biri imbere mu gihugu. Icyo benshi bahurizaho ni uko batibaza impamvu NGULINZIRA akomeza kutamera biriya bikorwa by'Inkotanyi. Nyamara se muri iyo minota sibwo yari hamwe n'Abahagarariye Ibihugu byabo mu Rwanda abasobanurira ibyerekeye umutekano— dore ko iri joro muri Guverinoma bari birariye ngo umutekano barawugaruye.

Nyamara ashatse yakwegura kuko ikinyoma cye cyagaragaye.

Uhagarariye KANGURA
NGEZE Hassan (sé)

Véterinaire de formation, apprenti-politicien, avec un gouvernement incompétent.